

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2021

Perspectives 2022

N° 526 - Janvier 2022

18 €

Économie de l'élevage



2021 : Pénurie de viande et inflation des coûts

2022 : Avec une offre en baisse, EGALIM va-t-il permettre de restaurer les revenus ?

- GROS BOVINS - La décapitalisation commence à affecter la production
- BROUTARDS - Les envois vers l'Italie ont encore progressé
- LE SECTEUR VEAUX DE BOUCHERIE - L'offre maîtrisée a soutenu les prix... mais les coûts s'envolent
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Entre embellie et stagnation

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR CHEF : Philippe CHOTTEAU

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage :

Mylène BERRUYER, Ilona BLANQUET, Baptiste BUCZINSKI, Hélène FUCHEY, Alix GERARDIN, Eva GROSHENS, Caroline MONNIOT, Christèle PINEAU, Benoît RUBIN, Gérard YOU.

CONTRIBUTEURS :

Aurélien BLACHON, Thierry CHARROIN, Philippe DIMON, Laurence ECHEVARRIA, Guillaume MATHIEU, Pierre MISCHLER, Philippe TRESCH ainsi que Christophe GROSBOIS (CA 49) et Joël MARTIN (CA 08).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. «La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

BARBALAT Kevin (CA 63), BARJOU Marie-Line (CA 87), BALME Jean-Louis (CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BENOITEAU Gaël (CA 44), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUGAREL Francis (CA 03), BOYER Florian (CA 54), BRACHET Elodie (CA 35), BRETON Delphine (CA 72), BRISSON Stéphane (CA 42), CANTALOUBE Benoît (CA 31), CERCIAT Thomas (CA 33), CHANCERELLE Hélène (CA 29), CROUZÉ Pauline (CA 85), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DELTOR Thierry (CA 64), DOAL Vincent (CA 21), DUPIRE Sarah (CA 38), DURANT Solène (CA 86), ESCURIER Aurèle (CA 47), FERRY Camille (CA 52), GAIGE Aurélien (CA 19), GILLIER Christophe (CA 01), GROSBOIS Christophe (CA 49), GUERET Jean-Marie (CA 79), GUERRE Emilie (CA 55), HALTER Philippe (CA 43),

GUION Sébastien (CA 05), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LECREUX Pascal (CA 36), LE GAC Margot (CA 56), LEPPARD Geneviève (CA 11), LEPRON Estelle (CA 80), LOMBARD Emma (CA 26), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MIS Jean-Bernard (CA 81), MOULENES Denis (CA 88), MOURICHOU Laurie (CA 16), NAVEREAU Valentine (CA 21), de NICOLAYE Laurène (CA 18), OFFREDO Thierry (CA 22), PELISSIER Emeric (CA 48), PEREZ Pauline (BC 66), PEYRAT Elodie (CA 24), TARCHAOUI Alice (CA 60), VAILLANT DE GUELIIS Matthieu (CA ALSACE), VEAU Christelle (CA 58), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), ZANETTI Céline (CA 57).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Camille SERVANS et Manon COUPIN (CRA PDL), Philippe BRIAND (CRAB), Élodie PEYRAT (CA 24), Jean-Christophe LABARTHE (CA 46).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale des Éleveurs

2021 : Pénurie de viande et inflation des coûts

2022 : Avec une offre en baisse, EGALIM va-t-il permettre de restaurer les revenus ?

Tout le monde se souvient des débats nourris sur « le monde d'après » au 1^{er} semestre 2020, lors du déclenchement de la pandémie de COVID 19. Alors qu'elle est encore loin d'être terminée, le monde s'est réveillé des confinements avec une soif inextinguible de consommation. Cela s'est d'abord traduit par une envolée des prix du fret, de l'énergie (pétrole et surtout gaz), des engrais (nitrates et phosphates), des métaux... Face aux craintes de pénurie, et malgré des fondamentaux des marchés des grains plutôt équilibrés au niveau mondial, cette flambée des matières premières a provoqué des réflexes de stockage de précaution, surtout en Chine, transmettant l'inflation aux prix des grains et des tourteaux. Tout cela a entraîné une envolée des coûts de production, notamment dans les exploitations de viande bovine. Ainsi l'IPAMPA a grimpé de 14,3 % d'un mois de novembre à l'autre.

La reprise de la restauration à partir de la fin du printemps 2021, en France comme ailleurs en Europe, a stimulé la demande en viandes bovines. Les prix se sont envolés, tout particulièrement ceux des vaches laitières, qui manquaient partout. Les prix des jeunes bovins ont suivi à partir de l'été. Ainsi, d'un mois de janvier à l'autre, la vache P gagnait 66 centimes et la vache R seulement 35 centimes en France, tandis que le JB R gagnait 72 centimes. Par contraste, les cotations des brouards ont très peu progressé.

Malgré une année climatique correcte après 3 années de sécheresse, les revenus estimés des systèmes naisseurs spécialisés sont restés scotchés à bas niveau dans les Réseaux INOSYS en 2021, en moyenne sous les 20 000 € par UMO dans cet échantillon de fermes performantes. Seuls les revenus des fermes mixtes, avec engraissement ou ventes de céréales, ont pu progresser.

Le commerce extérieur a rebondi en 2021. Les exportations sont revenues à un très bon niveau et les importations ont repris avec la restauration. La décapitalisation laitière s'est poursuivie à un rythme soutenu, et elle s'est accélérée côté allaitant, limitant la baisse de la production. Cependant, cette baisse devrait s'accélérer en 2022 après la disparition de 651 000 vaches en 5 ans. Nous estimons que la production reculera de -1,7% cette année. Comme les prévisions vont dans le même sens en UE, cela pèsera sur la consommation. La hausse des coûts et des prix sera-t-elle transmise au long de la filière ? C'est tout l'enjeu de la loi EGALIM 2 qui s'applique depuis le début de cette année, avec ses impacts attendus sur les revenus des éleveurs. Car la concurrence des cultures pourrait accentuer encore les fondamentaux de la décapitalisation dans les régions mixtes.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans en Irlande, en Allemagne, en Pologne, en Italie et en Espagne

20/ LE MARCHÉ DES BROUARDS FRANÇAIS

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures

34/ LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

Cheptel, production, consommation, prix, importations, résultats des exploitations

40/ LES PRÉVISIONS 2022

Production, consommation, importations, exportations, pour la France et l'Union Européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

HIVER 2020/2021



À cause de la sécheresse 2020, **manque de fourrages** jusqu'à la mise à l'herbe.



UE : lancement d'une **commission d'enquête du parlement européen sur le bien-être des animaux pendant le transport** (publication des recommandations en décembre).



Chute des naissances allaitantes suite à la décapitalisation et aux problèmes de fertilité au printemps 2020.

Fermeture de la restauration commerciale : le télétravail est privilégié.

Mise en œuvre du Brexit. Le commerce entre UE et Royaume-Uni continue sans droit de douane mais avec le retour de procédures douanières. Les flux sont perturbés !



L'Algérie suspend les imports de génisses laitières de l'UE, **complicant le remplissage des bateaux de broutards.**

En veaux, la hausse du prix des aliments d'allaitement, des céréales et du gaz entraîne **une flambée des coûts de production qui s'accroît tout au long de l'année 2021.**

Les cotations des broutards, qui ont chuté en août 2020, restent **très inférieures aux années précédentes.**



Entrée en vigueur de la **Loi de Santé Animale** au 21 avril 2021. Désormais, depuis le 1^{er} septembre, les animaux de plus de 70 jours envoyés vers l'Espagne doivent être vaccinés contre la FCO.

PRINTEMPS



L'alternance de périodes sèches et humides favorise **une pousse de l'herbe régulière dans la plupart des régions.**



3^{ème} confinement : fermeture des écoles pendant 3 semaines à partir du 5 avril.



Réouverture progressive des restaurants à partir du 19 mai.



Juin : **le Royaume-Uni et l'Australie annoncent un accord commercial de principe.** Après 10 ans d'application, la viande bovine australienne sera importée au RU sans droits ni taxes.

La prudence des mises en place de veaux à l'engraissement et les actions de communication permettent de **freiner la baisse saisonnière des prix du veau gras.**

Réforme de la PAC : le 25 juin 2021, accord entre la Commission, le Parlement et le Conseil de l'UE.

1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021



Le prix des JB remonte partout en Europe par manque de disponibilités, entraînant une hausse tardive du prix des brouards à l'automne.

ÉTÉ



Pas de sécheresse estivale!
Des récoltes fourragères tardives, en quantité qui ont permis de reconstituer les stocks mais où la qualité n'est pas toujours au rendez-vous.



Présentation obligatoire du pass sanitaire dans les restaurants et bars



Réforme de la PAC en France : première proposition de Plan Stratégique National communiquée par le Ministère en juillet.

Bond des exports de veaux laitiers nourrissons vers l'Espagne.

Grandes cultures : les prix en hausse et les rendements plutôt bons.

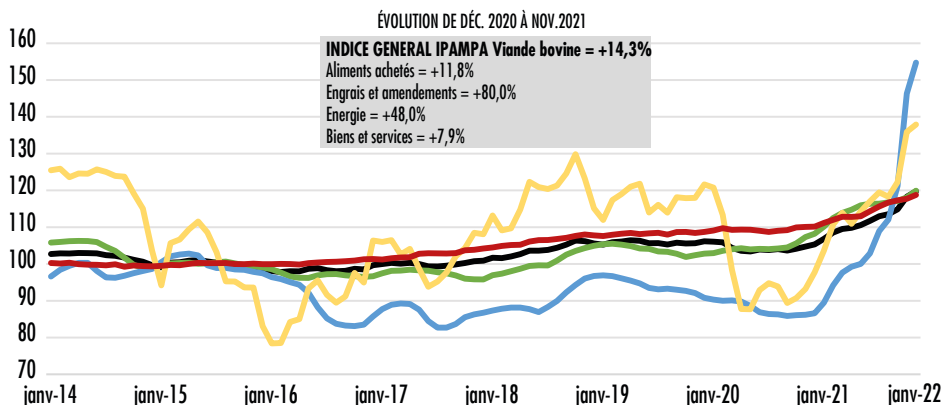
Veau de boucherie : hausse spectaculaire de la cotation aux Pays-Bas

La hausse du prix des aliments contraint les engraisseurs à limiter les achats d'aliments, notamment de tourteaux.

IPAMPA VIANDE BOVINE

- INDICE GENERAL IPAMPA Viande bovine
 - Aliments achetés
 - Engrais et amendements
 - Energie
 - Biens et services
- Indice 100 = 2015

*(décembre 2020-novembre 2021)/
(décembre 2019-novembre 2020)



Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE - Base 100 = 2015



Le 19 octobre, promulgation de la loi EGAlim2 :
contractualisation obligatoire avec prise en compte des coûts de production, non-négociabilité de la part du prix correspondant au coût des matières premières, indication du pays d'origine des produits agricoles...
Pour une mise en oeuvre entre début 2022 et début 2023 selon les catégories de bovins.

AUTOMNE



Les bonnes conditions fourragères **retardent les exportations de broutards.**

Les sorties de JB sont **supérieures aux attentes**, traduisant un **rythme de prélèvement accéléré** dans un contexte de manque de viande en Europe

Octobre: Boris Johnson a annoncé un accord politique de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande (après l'Australie). Le Royaume-Uni supprimera ses droits de douane dans 10 ans sur l'essentiel des produits.



Tensions diplomatiques entre la France et l'Algérie: **suspension des licences d'importations algériennes**, pénalisant les envois de broutards

La COP26 à Glasgow acte une réduction de 30% des émissions de méthane, l'arrêt de la déforestation d'ici 2030 et reconnaît le rôle potentiel de l'agriculture dans la lutte contre le changement climatique.



La hausse du prix des engrais et les difficultés d'approvisionnement laissent présager des adaptations en élevage : réduction des doses, voire des impasses qui auront des conséquences sur les récoltes 2021 tant en herbe qu'en grandes cultures.

Versement d'une aide Covid pour les éleveurs ayant des revenus disponibles inférieurs à 11 000 € /UMO (conditionné à la production de broutards ou de jeunes bovins).

Les prix des vaches de réforme s'envolent, à rebours de la tendance saisonnière habituelle.



2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

La décapitalisation commence à affecter la production

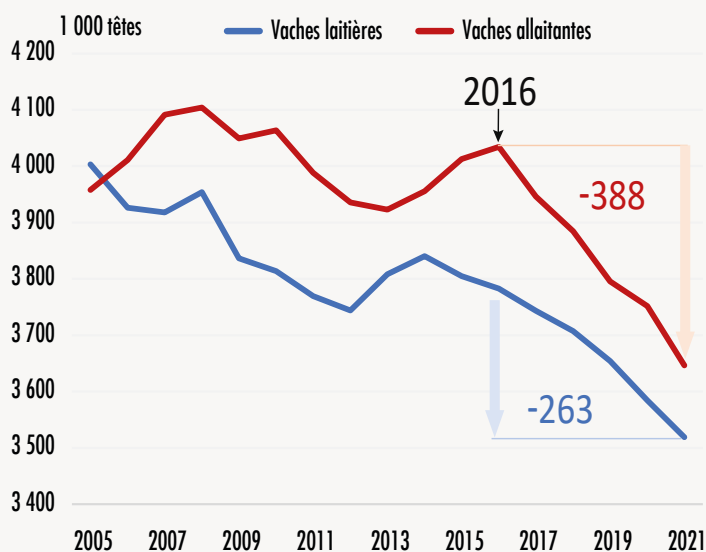
La décapitalisation allaitante s'est accélérée en 2021, libérant plus de vaches de race à viande pour l'abattage qui sont venues compenser, mais en partie seulement, le manque de vaches laitières. Cette décapitalisation s'inscrit dans le temps, tant en cheptel laitier qu'en allaitant, et conduit à une baisse de production à moyen terme, accentuée actuellement par le recul de l'engraissement de veaux laitiers. La réouverture des restaurants en France comme dans le reste de l'UE au printemps 2021 a relancé le commerce extérieur de viande bovine. Les importations ont repris dès cette époque-là et continuent à se rapprocher de leurs niveaux pré pandémie. Les exportations sont revenues au niveau élevé de 2018 et sont bien maintenues au second semestre malgré la pénurie de jeunes bovins. Celle-ci a fait s'envoler les prix de toutes les catégories de bovins.



CHEPTEL 2021

EFFECTIFS DE VACHES EN FRANCE AU 1^{ER} DÉCEMBRE

En 5 ans depuis la fin 2016, le cheptel laitier a perdu 263 000 vaches et le cheptel allaitant 388 000 vaches.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après d'après SPIE-BDNI

-651 000 têtes en 5 ans

C'est la baisse du nombre de vaches laitières et allaitantes présentes en France entre fin 2016 et fin 2021.

Accélération de la décapitalisation

En 2021, les effectifs de vaches ont poursuivi leur recul. Le cheptel de vaches laitières a perdu 65 000 têtes entre le 1^{er} décembre 2020 et le 1^{er} décembre 2021 et celui de vaches allaitantes 105 000 têtes, pour tomber respectivement à 3,52 millions de têtes (-1,8% en un an) et 3,64 millions (-2,8%).

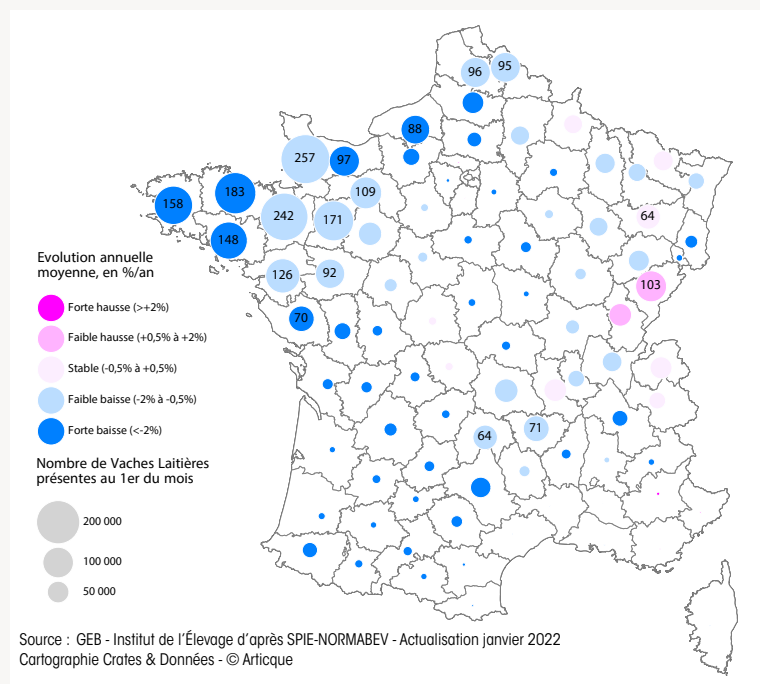
Dans le cheptel laitier, les entrées de primipares ont diminué de -2% quand les sorties de vaches baissaient également de -2%, conduisant à une baisse relativement linéaire sur 2 ans. Dans le cheptel allaitant au contraire, la baisse de cheptel s'est nettement accélérée en 2021, sous les effets cumulés de la chute des entrées de primipares de -6% et de la hausse des sorties de vaches de +2%.

Ce recul s'inscrit dans une tendance de moyen terme. En 5 ans, le cheptel laitier a perdu 263 000 têtes et le cheptel allaitant 388 000 têtes.

CHEPTEL 2021

VACHES LAITIÈRES

En 2021, la diminution du cheptel laitier a été générale, sauf dans les montagnes de l'Est.



3,52 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2021.

Décapitalisation marquée dans le Grand-Ouest laitier

Hormis dans les montagnes de l'Est de la France où les AOP rémunératrices continuent de soutenir la production, tous les départements français ont été touchés par la décapitalisation du cheptel laitier. Jusqu'à présent, les zones denses du Grand-Ouest et du Nord résistaient avec des effectifs de vaches laitières plutôt stables ou en faible baisse. Mais en 2021, le recul du cheptel s'est nettement accentué en Bretagne, dans les Pays de la Loire et en Normandie.

Recul des naissances dans la continuité de 2020

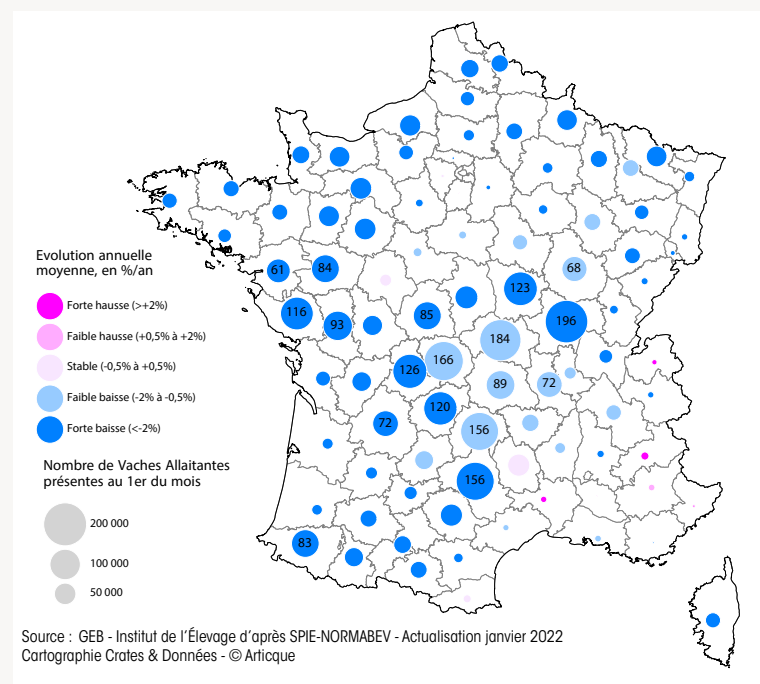
D'après nos estimations, les naissances de veaux de mère laitière auraient totalisé 3,35 millions de têtes en 2021 (-1% /2020, -42 000 têtes). Plutôt stables au 1^{er} semestre, les naissances ont reculé au 2nd semestre dans le sillage du cheptel laitier.

3,64 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2021.

VACHES ALLAITANTES

La décapitalisation allaitante s'est accélérée dans presque tous les départements.



Accélération de la décapitalisation sur l'ensemble du territoire

La décapitalisation du cheptel allaitant a touché quasiment tous les départements français. Le bassin rustique (sud du Massif Central) est resté quelque peu épargné. Partout ailleurs, la chute a été très marquée, notamment dans les Pays de la Loire, le bassin Limousin et les Pyrénées.

Recul des naissances dans le sillage de la baisse du cheptel

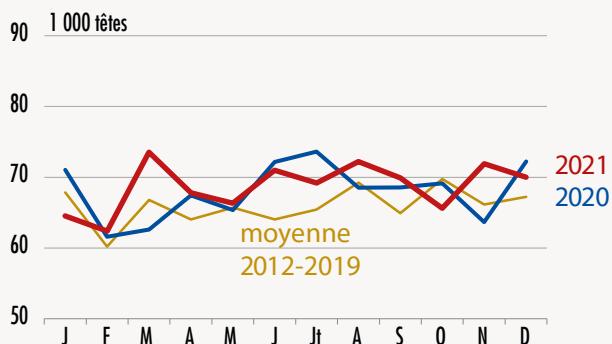
Après une année 2020 de maintien des naissances malgré la décapitalisation allaitante, les naissances de veaux de mère allaitante sont reparties à la baisse en 2021 avec 3,48 millions de têtes (-3% /2020, -120 000 têtes). Cette chute s'explique principalement par l'accélération de la décapitalisation du cheptel allaitant, qui est passée de -1,4% au 1^{er} janvier 2021 par rapport à 2020 à -2,8% au 1^{er} décembre.



2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2021

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES TYPE VIANDE

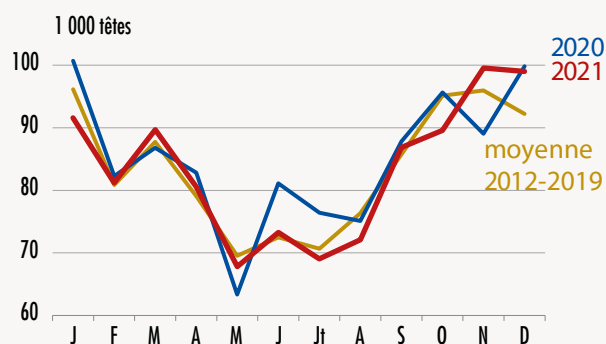


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes allaitantes ont été un peu plus nombreuses en 2021 (+1,0% /2020). Mais elles ont été en moyenne plus légères (-0,3%), ce qui a conduit à une hausse modeste des tonnages abattus (+0,7%).

Contrairement à l'année 2020 où le marché avait été fortement perturbé au printemps, les abattages de vaches de type viande sont restés dynamiques tout au long de l'année. Seul le mois d'octobre a enregistré une forte baisse, en raison de la très belle arrière-saison qui a incité les éleveurs à décaler les réformes sur le mois de novembre.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

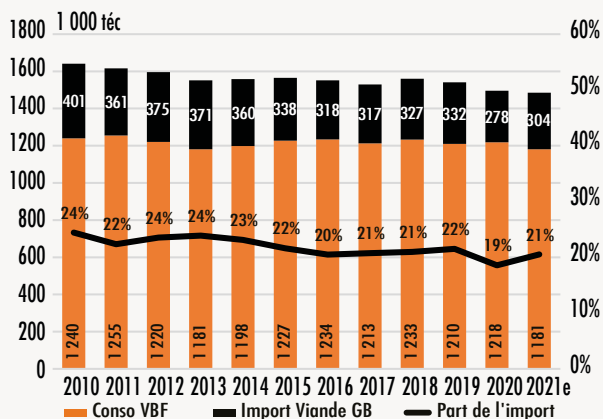
Les réformes laitières ont été moins nombreuses qu'en 2020 (-2,0%). Leur poids moyen a baissé de 0,4%, accentuant la baisse des tonnages produits (-2,4%).

La baisse des abattages est en ligne avec celle du cheptel de vaches en début d'année et avec la baisse du nombre de primipares ayant intégré le troupeau.

La hausse de la demande pour le haché et le manque de bovins à abattre, face à une forte baisse des abattages de jeunes bovins, ont sans doute conduit à abattre des vaches un peu moins bien finies qu'en 2020.

CONSOMMATION 2021

CONSOMMATION FRANÇAISE DE VIANDE DE GROS BOVINS ET DE VEAUX : VIANDE FRANÇAISE ET VIANDE IMPORTÉE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins et ne prend pas en compte les variations de stocks.

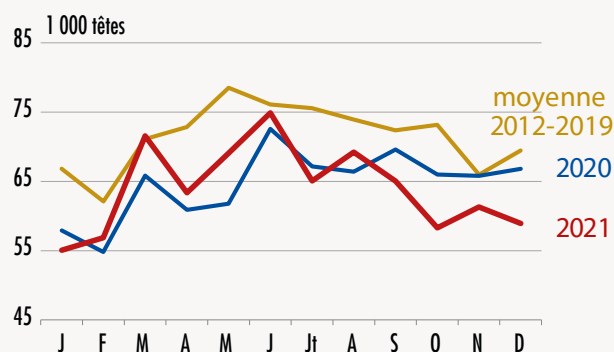
En 2021, la pandémie de Covid-19 a continué d'affecter la consommation française de viande bovine (-0,7% /2020). La reprise de la consommation en RHD a conduit à une hausse des imports, alors que les disponibilités en viande française ont été réduites par la reprise des exportations. La consommation de viande bovine origine France (VBF) aurait ainsi reculé de -3%.

Après les restrictions du début d'année, la réouverture progressive de la RHD, utilisatrice de viande importée, a entraîné un retour partiel des importations. La part des importations dans la consommation calculée par bilan a ainsi atteint 20,5% en 2021 contre 18,5% en 2020.

En 2021, la croissance des ventes au détail est restée forte par rapport à 2019. D'après IRI, les ventes au détail de viande bovine hachée sur l'ensemble de l'année 2021 se situaient à des niveaux intermédiaires entre les 2 années précédentes : -4% /2020 et +9% /2019 pour le haché frais ; -8% /2020 et +12% /2019 pour le haché surgelé.



ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES

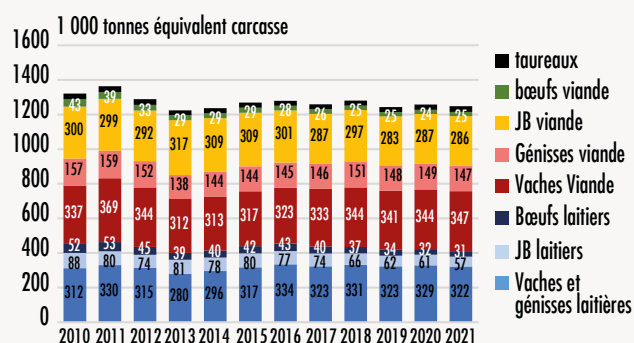


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de taurillons ont baissé légèrement en têtes, de -0,9%, dont +5% au premier semestre et -6% au second semestre. À cette baisse s'est ajoutée celle du poids moyen, conduisant à une réduction de -1,6% du tonnage annuel produit.

D'une situation d'engorgement début 2020, le marché du jeune bovin est passé à une situation de pénurie en 2021 qui a poussé à une anticipation des sorties, allégeant les animaux et réduisant encore les disponibilités sur les mois suivants. Le dernier trimestre a donc été particulièrement affecté, avec une baisse de -12% des tonnages abattus.

ABATTAGES ANNUELS GROS BOVINS FINIS

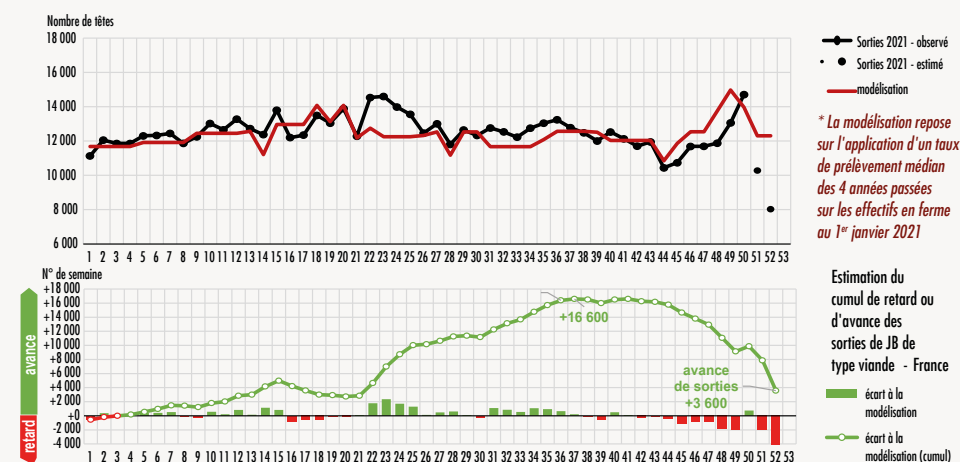


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après

Les abattages de gros bovins finis ont totalisé 1,248 million de téc en 2021 (-0,8% /2020), soit une baisse de 10 000 téc.

Les tonnages de femelles laitières se sont réduits de -7 200 téc, ceux de JB laitiers de -4 100 téc et ceux de bœufs laitiers de -1 000 téc. Parmi les animaux de type viande, les génisses ont vu leurs tonnages produits baisser de -1 300 téc et ceux de jeunes bovins de -1 000 téc. Seules les vaches de type viande ont enregistré une hausse de volume (+2 500 téc), ainsi que les bœufs de type viande (+400 téc). Cette hausse des bœufs est sans doute à mettre sur le compte de sorties anticipées sur 2021. En effet l'âge moyen des bœufs viande abattus en 2021 a été réduit de 27 jours par rapport à 2020, à 37,5 mois en moyenne.

SUIVI HEBDOMADAIRE DES SORTIES RÉELLES ET ATTENDUES DE JEUNES BOVINS TYPE V - FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE/BDNI, Normabev et Bovex - Actualisation 4 janvier 2022

Méthode :

Afin de suivre l'équilibre entre offre et demande de jeunes bovins, nous avons construit pour la section bovine d'Interbev l'indicateur présenté ci-contre. Grâce à l'outil Modemo'Bovins, nous avons modélisé les sorties de JB de type viande attendues sur l'année, connaissant les effectifs de mâles en ferme au 1er janvier 2021 et y appliquant un taux de prélèvement médian. Nous avons ventilé ces sorties attendues par semaine, en tenant compte de la saisonnalité (graphe du haut).

Chaque semaine, nous avons mesuré si les sorties réalisées étaient plus ou moins rapides que les sorties attendues (écart à la modélisation, graphe du bas).

L'écoulement des jeunes bovins a été globalement équilibré au 1^{er} semestre 2021 (légère avance). Il a commencé à prendre une avance importante à partir de la semaine 22 jusqu'à atteindre 16 000 têtes pendant les mois de septembre et octobre, soit 1,3 semaine d'avance d'abattage. Sur le dernier trimestre, l'avance d'écoulement des jeunes bovins a été presque résorbée, faute d'offre. Si l'année se termine sur un quasi retour à l'équilibre (avance de 3 600 têtes), les faibles effectifs en ferme au 1^{er} décembre laissent présager un potentiel de production encore réduit pour le 1^{er} semestre 2022.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

3,81 €/kg de carcasse

C'est le PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins en 2021, en hausse de +8% par rapport à 2020

PRIX 2021

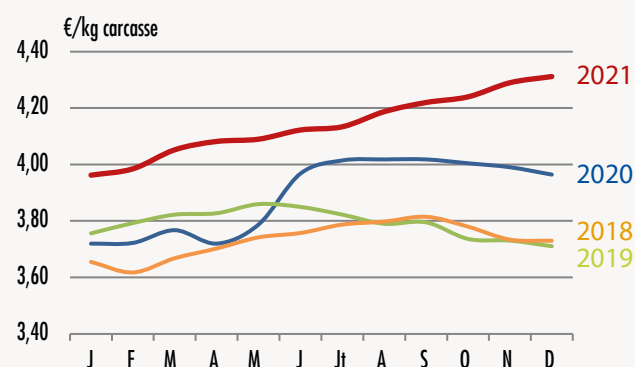
Après une année 2020 extrêmement chaotique ayant conduit à de forte baisse de prix au premier semestre, les cours se sont vivement redressés en 2021. Les femelles ont bénéficié d'une demande ferme pour la viande française et de l'offre réduite en vaches laitières. Les jeunes bovins ont profité de la pénurie sur le marché européen qui n'a cessé de s'amplifier au cours de l'année.

La fermeture des restaurants jusqu'à la mi-mai a conduit à une poursuite du report de consommation de viande sur les achats des ménages en GMS et en boucheries, stimulant la demande pour la viande bovine française et donc les prix des femelles.

Au second semestre, la pénurie de bovins à abattre sur le marché français et partout en UE a continué à soutenir les prix de toutes les catégories. Les jeunes bovins étaient particulièrement peu nombreux. Leurs prix ont donc progressé rapidement, d'autant que la pénurie s'accroissait partout en Europe.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

La cotation de la vache R a gagné 25 centimes par rapport à son niveau de 2020, grimpant à 4,14 €/kg de carcasse en moyenne sur 2021 (soit +7% /2020 et +9% /2019) et finissant l'année à 4,35 €/kgéc.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

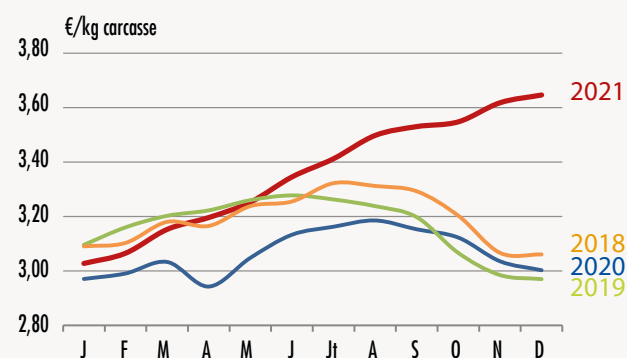
La demande pour les vaches allaitantes françaises est restée très forte jusqu'en mai en raison du report de consommation de la RHD vers les circuits de détail. Puis la baisse de l'offre à partir de l'été pour l'ensemble des gros bovins a continué de faire grimper les prix.

La cotation de la vache R a ainsi gagné 35 centimes entre janvier et décembre 2021. Rappelons que le premier semestre 2020 avait été extrêmement perturbé par le début de la pandémie de Covid-19 qui avait complètement désorganisé les marchés avec la fermeture brutale des restaurants et des écoles.

La vache U a suivi le même mouvement, passant de 4,46 €/kg en janvier 2021 à 4,92 €/kg en décembre. Elle a coté 4,73 €/kg en moyenne sur l'année (+6% /2020 et +7% /2019).

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation annuelle de la vache O a bondi de 30 centimes en 2021, grimpant à 3,36 €/kg de carcasse (+10% /2020 et +6% /2019).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après une année 2020 au plus bas dans le sillage des prix européens, les cotations des vaches laitières se sont redressées de façon fulgurante tout au long de 2021.

La forte demande, notamment pour la fabrication de haché origine France, a fait face à une offre restreinte. Les découpes d'importation sont devenues aussi chères que leurs concurrentes françaises.

La cotation française de la vache O a ainsi gagné +62 centimes entre janvier et décembre 2021 pour finir l'année à 3,65 €/kg.

La cotation de la vache P a gagné +66 centimes entre janvier et décembre 2021 pour finir l'année à 3,45 €/kg. Sa moyenne annuelle 2021 s'est établie à 3,15 €/kg (+13% /2020 et +14% /2019).

PRIX 2021

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021/ 2020	2021/ 2019
JB	U	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	3,98	3,86	4,11	+6%	+11%
	R	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	3,94	+7%	+14%
	O	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	3,24	3,43	+6%	+11%
VACHES	U	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	4,40	4,46	4,73	+6%	+24%
	R	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	4,14	+7%	+23%
	O	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	3,36	+10%	+15%
	P	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	2,77	2,78	3,15	+13%	+19%
BŒUFS	R	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	3,88	+5%	+16%
GENISSES	R	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	3,93	4,02	4,24	+5%	+23%
PMP		3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	3,56	3,54	3,81	+8%	+19%
IPAMPA viande bovine*		83,0	86,3	96,8	92,5	92,4	99,7	102,4	104,0	102,3	100,1	98,3	100,0	103,5	105,8	104,50	111,81	+7%	+12%
Inflation**		88,1	89,51	92,34	92,44	94,04	96,2	98,33	99,31	99,91	100	100,18	101,2	103,1	104,2	104,7	106,2	+1%	+10%

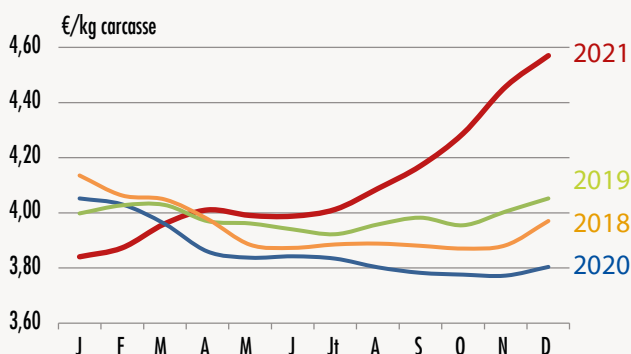
* IPAMPA viande bovine base 100 en 2015 - moyenne décembre de l'année (n-1) - novembre de l'année n

**Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

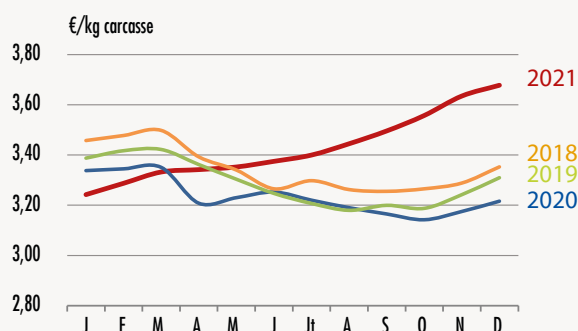
La cotation annuelle 2021 du JB U a progressé de +25 centimes par rapport à 2020, à 4,11 €/kg de carcasse (+6% /2020 et +3% /2019). Elle a fini l'année à 4,59 €/kgéc.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNE BOVINS CONFORMÉS O

La cotation du JB O est remontée à 3,43 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2021 (+6% /2020 et +4% /2019). Elle est passée de 3,24 €/kg en janvier 2021 à 3,68 €/kg en décembre.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après un marché compliqué en 2020, avec des retards d'enlèvement qui ont pesé sur les prix, 2021 a enregistré un retournement de tendance. Le manque de JB à abattre a entraîné des anticipations de sorties qui ont elles-mêmes amputé l'offre sur les mois suivants. Les prix n'ont donc cessé de grimper à partir de l'été, avec retard toutefois par rapport au marché européen lui aussi en pénurie.

La cotation du JB U est passée de 3,84 €/kg en janvier à 4,57 €/kg en décembre. Elle a tout d'abord bénéficié de l'appel d'air sur le marché allemand, alors que le marché italien est resté atone jusqu'à l'été. Puis elle a suivi l'envolée des prix généralisée sur le marché européen.

Le JB R est passé de 3,67 €/kg en janvier à 4,39 €/kg en décembre. Sa moyenne annuelle s'est établie à 3,94 €/kg en 2021 (+7% /2020 et +4% /2019).

L'offre réduite en taurillons de type lait a conduit à des anticipations de sorties dès le 1^{er} semestre, d'autant que le marché allemand était très demandeur. À partir de l'été, la pénurie s'est fait sentir, s'ajoutant au manque de JB viande et de réformes laitière. La demande de viande pour haché, tant au stade de détail que pour le fast-food a également participé à tendre le marché. Les prix ont décollé.

Les hausses de prix des gros bovins finis en 2021 sont toutefois à relativiser au regard de la hausse des coûts de production. L'IPAMPA viande bovine [base 100 en 2015] a atteint 119,8 en novembre 2021, soit +14% /2020 et +13% /2019. En moyenne glissante annuelle arrêtée à novembre les hausses sont de +7% /2020 et +6% /2019 (voir graphique p.4 et page web dédiée sur idele.fr).

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

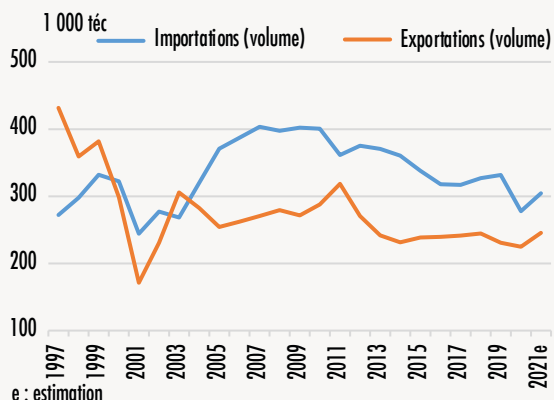
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2021

+9%

C'est la hausse (estimée) en volume des exportations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées en 2021.

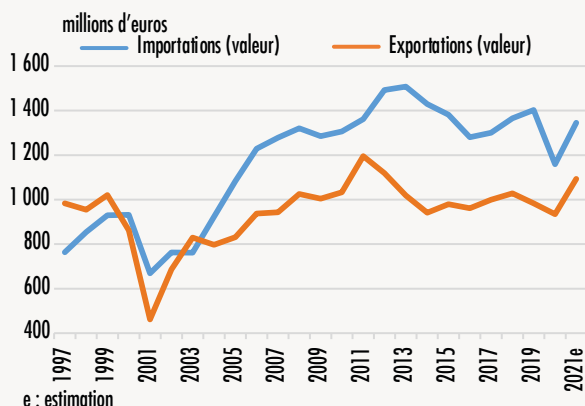
Après une année 2020 fortement bousculée par le Covid-19, le commerce extérieur français de viande bovine s'est redressé en 2021 malgré les vagues pandémiques. Profitant notamment du manque d'offre sur le marché communautaire, les exportations françaises ont nettement augmenté (+9% /2020), atteignant leur plus haut niveau depuis 2012. Avec une levée progressive des mesures de restriction sur le secteur de la restauration, les importations françaises (+10% /2020) se sont partiellement redressées, sans toutefois retrouver leur niveau d'avant pandémie (-8% /2019).

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

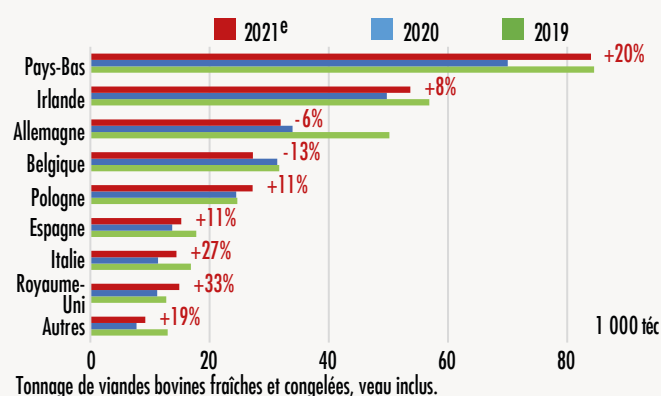
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les importations de viandes bovines réfrigérées et congelées ont rebondi en 2021. La réouverture progressive de la RHD à la fin du premier semestre a stimulé l'import. Les flux ont progressé depuis la majorité des fournisseurs du marché français, à l'exception notable de l'Allemagne et de la Belgique.



Tonnage de viandes bovines fraîches et congelées, veau inclus.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

La réouverture progressive de la restauration a entraîné la reprise partielle des imports

En 2021, les importations françaises de viande bovine auraient progressé de +10% /2020, à près de 305 000 téc dont 278 000 téc de viande bovine réfrigérée et congelée. Les premiers mois de 2021 avaient été marqués par la poursuite des restrictions autour de la RHD et les importations sont demeurées alors limitées. Mais la réouverture progressive à la mi-mai des restaurants, principaux acheteurs de la viande origine UE en France, a dynamisé les importations, notamment au 2nd semestre malgré la pénurie de bovins à abattre sur le marché communautaire. Cette reprise est restée cependant partielle. Les importations françaises de viande bovine de 2021 sont restées inférieures aux niveaux d'avant pandémie (-8% /2019 et -7% /2018).

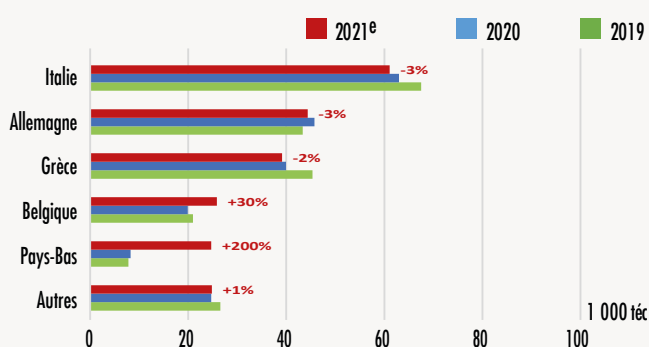
La plupart des fournisseurs ont plus exporté vers la France

La plupart des fournisseurs ont vu leurs envois progresser en 2021. Deux ont dépassé les niveaux d'avant pandémie. C'est le cas de la Pologne (+11% /2020 et +10% /2019 à 27,2 ktéc), mais l'année 2019 avait été marquée par une multiplication de scandales sanitaires. C'est aussi le cas du Royaume-Uni (+33% /2020 et +17% /2019 à 15 ktéc), mais une partie de cette hausse pourrait être une conséquence du *Brexit* : les nouvelles procédures douanières auraient poussé plusieurs importateurs à dédouaner leurs produits en France avant réexpédition. Deux pays ont vu leurs exportations diminuer : la Belgique (-13% /2020 à 27,3 ktéc) et l'Allemagne (-6% à 32 ktéc). Les Pays-Bas restent le 1^{er} fournisseur de la France (notamment de viande de veau essentiellement pour la restauration).



EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les exportations françaises de viande bovine ont progressé en 2021, atteignant leur plus haut niveau en neuf ans. L'anticipation des abattages de JB pour répondre à la demande a cependant limité l'offre française en fin d'année. Les exportateurs ont diversifié leur clientèle vers le nord de l'UE.



Vianades bovines fraîches et congelées.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

Malgré la poursuite de la pandémie, les exportations en hausse

Avec une offre communautaire en repli face à une demande dynamique, les exportations françaises de viande bovine ont progressé en 2021 à 246 000 téc (+9% /2020), dont 220 000 téc de viande réfrigérée ou congelée. La demande en viande bovine française a entraîné l'anticipation des abattages de jeunes bovins, à l'origine de 84% des volumes exportés. En fin d'année 2021, les disponibilités en ferme de JB à abattre ont ainsi été limitées.

Des envois en retrait vers Italie, Allemagne et Grèce

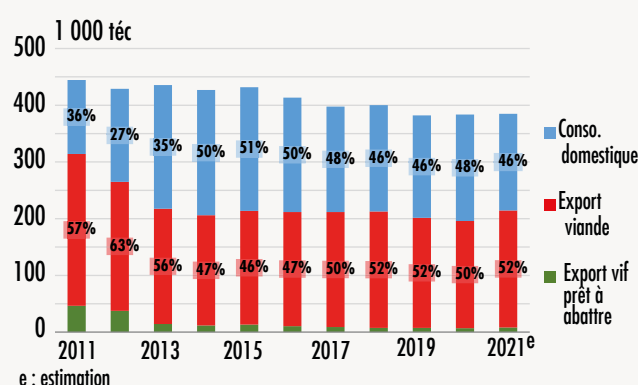
Si les exportations ont globalement progressé, les envois vers les trois destinations historiques pour la viande bovine française réfrigérée et congelée (Italie, Allemagne, Grèce) ont reculé. L'Italie reste cependant de loin le 1^{er} importateur de viande bovine française, mais avec seulement 61 100 téc (-3% /2020). Le recul se confirme année après année : l'Italie ne concentrait plus que 28% des viandes françaises réfrigérées et congelées expédiées en 2021 (contre 31% en 2020 et encore 37% en 2016). L'Allemagne reste au 2^{ème} rang avec 44 400 téc importées (-3%) devant la Grèce qui a importé 39 100 téc (-2%).

La Belgique et les Pays-Bas confirment leur intérêt pour l'origine France

À l'inverse, les envois vers la Belgique ont connu une hausse marquée de +30% à 25 900 téc. Les envois vers les Pays-Bas ont eux été multipliés par trois à 24 700 téc. Le développement de contrats d'approvisionnement en viande de JB a partiellement participé à ce développement. Ces deux pays concentrent désormais 23% des viandes françaises réfrigérées et congelées expédiées depuis la France contre moins de 10% il y a 5 ans. Enfin, les envois vers les autres destinations ont atteint 24 800 téc (+1% /2020).

DESTINATION DE LA VIANDE DE TAUREAUX ET TAURILLONS

En France, la production de mâles finis non castrés reste majoritairement destinée à l'exportation. La part d'export en vif est devenue de plus en plus anecdotique. En 2021, avec le retour des exportations françaises sur le marché communautaire, la part de JB exportée serait remontée à 54%.



e : estimation

Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage propres

Réorientation à l'export en 2021

En 2021, la production française de mâles non castrés a connu une légère baisse (-1% /2020). Mais le manque d'offre sur le marché communautaire en 2021 a participé à la progression des exportations de viande de JB. Si ce produit reste mieux valorisé à l'export, notamment sur les marchés du sud de l'UE, que sur le marché français, la concurrence y est toujours plus forte avec les viandes polonaise et espagnole. En 2021, c'est du côté du Nord de l'Europe (Belgique, Pays-Bas) que la France a pris des parts de marchés.

En 2020, 18% de la viande produite en France avait été exportée. En 2021, nous estimons ce taux à 20%. Et sur les 246 000 téc expédiées depuis la France, 206 000 téc auraient été issues de taurillons (+9% /2020). Ainsi en 2021, 54% des volumes de taureaux et des taurillons produits (viande + vif fini) en France ont été destinés à l'export. Et la part de viande de mâles non castrés consommée en France a reculé à 46%.

Les exportations de mâles finis restent à l'étiage

En 2021, les exports de JB vifs auraient représenté à peine plus de 2% dans la production de taureaux et de taurillons. Ils sont devenus anecdotiques au cours de la décennie 2010. En 2021, les exportations se sont redressées mais restaient à l'étiage avec 30 000 têtes expédiées (+15% /2020). Les envois ont progressé vers l'UE (+8% /2020 à 25 000 têtes), mais aussi vers les pays-tiers (+75% /2019 à 5 000 têtes).

Avec moins de 14 000 têtes (-13% /2020), l'Italie ne concentre plus que 46% des exportations françaises de JB finis. À 3 500 têtes, les envois vers le Maghreb ont repris quelques couleurs en 2021 (x2,5).

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

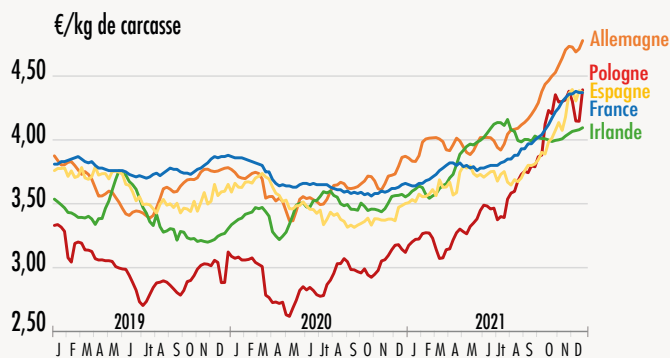
Le manque de disponibilités fait flamber les prix



Après le choc de la pandémie en 2020 et la fermeture de la restauration plus ou moins marquée selon les pays, la pénurie d'offre aura marqué le marché européen de la viande bovine en 2021 face à une demande dynamique. Les viandes des pays tiers étaient elles aussi en retrait, en particulier les volumes argentins limités par des restrictions gouvernementales de lutte contre l'inflation et les volumes brésiliens orientés vers la Chine. Les prix de toutes les catégories de bovins ont donc fortement augmenté au sein de l'UE.

PRIX EN EUROPE EN 2021

COTATIONS COMPARÉES DES JB R EN EUROPE



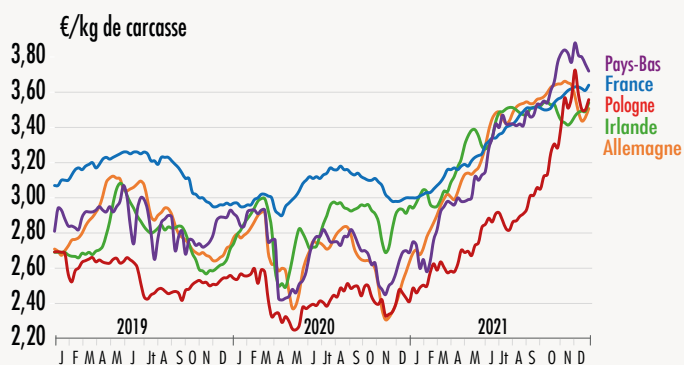
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne et bourse de Modène

Hausse historique des prix des gros bovins finis dans l'UE.

En moyenne sur l'année, la cotation européenne du JB R s'est établie à 3,95 €/kg de carcasse (+12% /2020 et +10% /2019).

La hausse de prix s'est accélérée en cours d'année, de 3,76 €/kg de carcasse au 1^{er} semestre (+7% /2020 et +3% /2019) à 4,12 €/kg au second (+16% /2020 et 2019). La cotation allemande a augmenté dès de début d'année et a initié le mouvement. La cotation polonaise, qui partait de bas a rejoint celle des autres États membres à partir de l'automne. La cotation espagnole est restée sous la pression d'une offre abondante jusqu'en septembre puis a suivi celle de ses concurrentes. À l'inverse, en Irlande, l'offre particulièrement restreinte au 1^{er} semestre a provoqué une hausse plus marquée, mais la cotation s'est tassée par la suite.

COTATIONS DES VACHES O DANS L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

En moyenne sur l'année, la cotation européenne de la vache O s'est établie à 3,15 €/kg de carcasse (+16% /2020 et +11% /2019), dont 2,95 €/kg au 1^{er} semestre (+9% /2020 et +3% /2019) et 3,36 €/kg au second (+24 /2020 et +20% /2019).

Les cotations en Europe de l'Ouest ont convergé dès l'été. La cotation polonaise a rejoint ses homologues en novembre. La baisse saisonnière habituellement enregistrée à l'automne a été inexistante dans certains États membres comme en France.

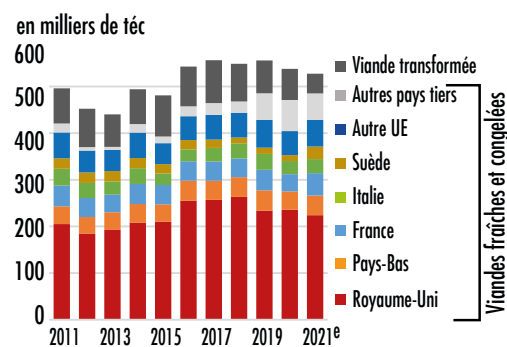


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE : retour progressif des exportations

DONNÉES REPÈRES

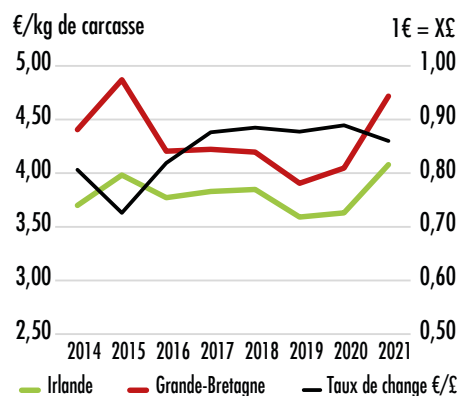
- Consommation : 106 000 téc et 21 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 89%

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après *Bord Bia* et Commission Européenne

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020	2021e	2021/2020
Abattages	588	617	623	620	633	591	-7%
Importations viande	37	41	41	36	35	42	+20%
Exportations viande	543	556	549	556	538	527	-2%
Consommation*	83	101	114	100	130	106	-19%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Bord Bia* et estimations propres

Après une année 2020 et un 1^{er} semestre 2021 fortement perturbés par la pandémie, la production irlandaise a bénéficié du déséquilibre entre l'offre et la demande sur les marchés européens. S'ils n'ont pas atteint les niveaux d'avant pandémie, les exports se sont redressés au 2nd semestre. Les cours ont été soutenus par cette dynamique.

Faute d'offre, des abattages en retrait

La production irlandaise de viande bovine a reculé à 591 000 téc en 2021 (-7% /2020). Toutes les catégories ont été concernées. Les abattages de taurillons, dont la production avait un temps augmenté pour fournir l'Europe continentale, ont reculé pour la 2^{ème} année consécutive à 62 000 téc (-9% /2020). Les abattages de *prime cattle* ont suivi le même mouvement : -9% pour les génisses (à 177 ktéc) et -5% pour les bœufs (à 239 ktéc). Constat proche pour les vaches de réformes : -4% à 110 ktéc. Si l'offre irlandaise est restée limitée en 2021, elle pourrait rebondir en 2022. L'enquête cheptel irlandaise de juin 2021 indique une progression des effectifs de bovins âgés de 1 à 2 ans (+6%), et le maintien du cheptel de vaches. Le recul du nombre de vaches allaitantes sur un an (-4% /2020 à 940 000 têtes) a été compensé par une augmentation de celui de vaches laitières (+2% à 1,6 million de têtes).

L'Irlande s'est recentrée sur le marché communautaire

Affectées par les restrictions en Europe au 1^{er} semestre, les exportations irlandaises de viande bovine ont à nouveau reculé en 2021 (-2% à 528 000 téc). Avec le retour de procédures douanières liées à la mise en œuvre du *Brexit*, les envois de viande réfrigérée et congelée vers le Royaume-Uni se sont repliés à 224 000 téc (-5% /2020), soit seulement 42% des exportations irlandaises. La stratégie de diversification des exportations vers les autres pays tiers, observée ces dernières années, a subi un coup d'arrêt. Seulement 57 000 téc y ont été exportées en 2021 (-15%). Le recul a été général : Philippines (-1%), Etats-Unis (-22%), Suisse (-40%), ou encore Chine et Hong-Kong (-29%). Les envois vers la Chine restent en effet soumis à embargo depuis la découverte en Irlande de cas d'ESB atypique en 2020.

Les exportateurs irlandais se sont donc tournés vers le marché communautaire, en manque de disponibilités, notamment au 2nd semestre. Avec 205 000 téc de viande bovine réfrigérée et congelée expédiées vers l'UE à 27, les envois se sont envolés (+21% /2020). Ils ont progressé notamment vers la Suède, vers la France ou encore vers les Pays-Bas.

Les prix soutenus par la réduction des disponibilités et la demande active en UE

En moyenne sur 2021, les prix de toutes les catégories ont été fortement orientés à la hausse. Malgré une petite baisse saisonnière à l'automne, le cours de la vache O, porté par la demande pour la RHD et la transformation sur le marché communautaire, s'est apprécié de 50 centimes à 3,33 €/kgéc (+18% /2020). La cotation annuelle des JB R3 a atteint 3,91 € kgéc (+13% /2020). Et le bœuf R3 irlandais a profité de l'embellie du marché britannique pour le *prime cattle* : +45 centimes à 4,08 €/kgéc (+12% /2020). Mais l'écart s'est creusé avec le bœuf britannique causant à certaines périodes le mécontentement des éleveurs irlandais. Amplifié par une légère appréciation de la livre, cet écart est passé de 42 centimes en moyenne en 2020 à 64 centimes en 2021.

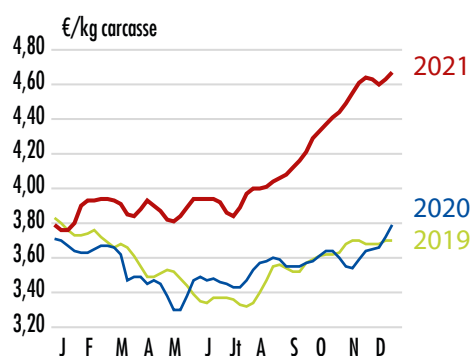


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE : les prix « boostés » par la pénurie

DONNÉES REPÈRES

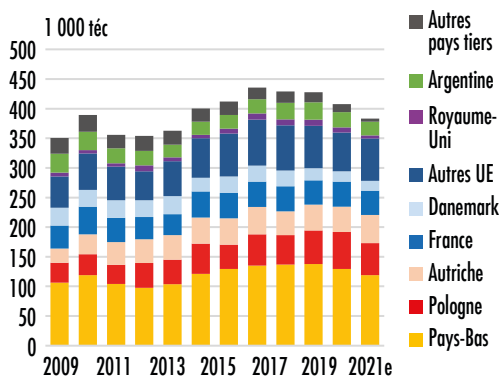
- Consommation : 1,171 million de téc, soit 14,1 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 35%
- Part des exportations dans la production : 28%

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après cotation nationale

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020	2021e	2021/2020
Abattages	1 148	1 124	1 102	1 106	1 090	1 080	-1%
Importations viande	439	465	460	460	441	413	-6%
Exportations viande	397	376	364	365	311	322	+4%
Consommation	1 190	1 213	1 198	1 202	1 220	1 171	-4%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations propres

La deuxième année de pandémie de Covid-19 a continué à affecter le marché allemand de la viande bovine : les abattages ont été limités et les importations ont à nouveau reculé face à des offres européenne et mondiale faibles. La consommation a de nouveau été perturbée par les restrictions sanitaires. Enfin, dans un contexte de hausse des charges, le manque d'offre a soutenu les cotations à la hausse.

Des abattages limités par le manque d'offre et la pandémie

En 2021, la production allemande a de nouveau été limitée, proche du faible niveau de 2020 à 1,080 million de téc (-1% /2020). L'activité d'abattage a été encore perturbée par le Covid-19 mais aussi par la pénurie d'offre. Les principales catégories ont reflué à des degrés divers : vaches de réformes (-1% /2020), génisses (-1%) et surtout JB (-5%). Le manque de JB s'est notamment traduit par une diminution du poids moyen de -2 kg (à 403 kgéc). Celui des vaches a diminué de -1 kg (à 313 kgéc) et celui des génisses de -8 kg (à 313 kgéc).

La production allemande pourrait connaître un nouveau recul en 2022. L'enquête cheptel de novembre 2021 pointait une baisse des effectifs totaux de bovins (-2% /2020 à 11,04 millions de têtes), dont -3% pour les mâles de 1 à 2 ans, -4% pour les génisses de plus d'un an ou encore -2% pour les vaches laitières à 3,83 millions de têtes.

Les importations à nouveau en retrait

Avec une offre communautaire en recul, les importations totales allemandes de viande bovine ont nettement diminué en 2021, de -28 000 téc en un an selon nos estimations, à 413 000 téc (-6% /2020). Les achats de viande bovine réfrigérée et congelée ont reflué depuis les Pays-Bas (-8% à 119 000 téc) et la Pologne (-13% /2020 à 54 500 téc). La viande argentine a été très peu présente (-9% à 23 400 téc) du fait de la fermeture de la restauration en début d'année et des restrictions aux exportations côté argentin à partir du mois de mai. Seuls les envois depuis l'Autriche et d'autres fournisseurs secondaires de l'UE ont progressé.

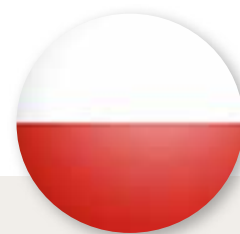
Dans le même temps, les exportations ont progressé (+4% /2020 à 322 000 téc), notamment à destination des pays-tiers.

La consommation allemande toujours affectée par la pandémie

D'après nos estimations, la consommation allemande calculée par bilan aurait reculé en 2021 (-4% /2020 à 1,171 million de téc). Après de bonnes performances au détail en lien avec les restrictions autour de la restauration au 1er semestre, les ventes en GMS ont fini par refluer en fin d'année, faute d'offre.

Les prix soutenus par la pénurie en Europe

Alors que la pandémie a de nouveau affecté les modes de consommation avec des fermetures de la restauration au 1^{er} semestre, le manque d'offre sur le marché communautaire a boosté les prix payés aux éleveurs. En moyenne annuelle, les cours de toutes les catégories ont ainsi nettement progressé. La cotation du JB R s'est apprécié de +52 centimes (+15% /2020 à 4,07 €/kg éc). Les femelles ne sont pas en reste : la vache O a pris +63 centimes par rapport au faible niveau de 2019 (+24% /2020 à 3,23 €/kg éc) et la génisse R +45 centimes (+13% à 3,79 €/kg éc).



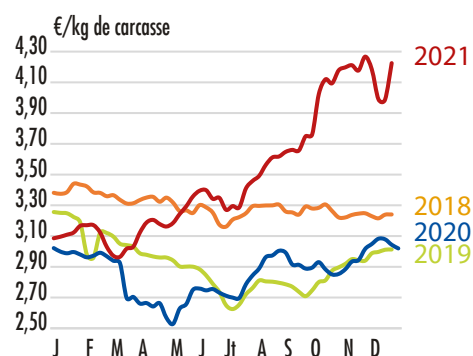
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

POLOGNE : baisse de la production et des échanges

DONNÉES REPÈRES

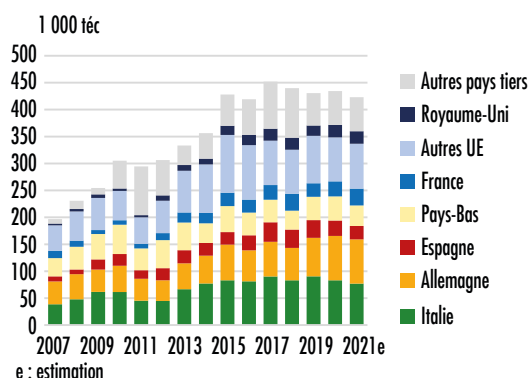
- Consommation : 109 000 téc et 2,9 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 85%

COTATION DU JB O3 EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021/2020
Abattages	501	559	565	560	559	547	-2%
Importations viande	29	27	27	30	30	28	-7%
Exportations viande	429	484	475	470	476	466	-2%
Consommation*	102	101	117	120	114	109	-4%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Lerigz, Eurostat et estimations propres

La production polonaise et, dans son sillage, les volumes de viande bovine exportés ont diminué pour la 3ème année consécutive. Les prix se sont envolés dès le mois d'avril pour enchaîner les records au second semestre. La consommation nationale, déjà faible, s'est rétractée.

Forte baisse de la production de taurillons

La production polonaise de viande bovine est tombée à 547 000 téc en 2021 (-2% /2020). Alors que les abattages de femelles progressaient de +7 000 téc pour atteindre 235 000 téc, la production de taurillons aurait reculé de -19 000 téc à 309 000 téc d'après nos estimations (-6%). Non seulement le nombre de JB mâles abattus a baissé de -4%, mais leur poids moyen a reculé de -2% à 329 kg. Comme partout en Europe, les anticipations d'abattage, en raison du manque d'offre à partir de la fin du printemps, ont conduit à un très net allègement des JB.

Prix record

Après 2 années à l'étiage (scandales sanitaires en 2019 et fermeture des restaurants dans toute l'Europe en 2020), les prix des JB ont commencé à remonter à partir d'avril 2021, tranchant avec la baisse saisonnière habituelle. Ils ont vite dépassé leur niveau de 2018 pour atteindre un pic à 4,27 €/kg en semaine 48, un niveau jamais atteint. En moyenne sur l'année, le JB O polonais a coté 3,49 €/kgéc (+22% /2020), dont 3,17 € au 1er semestre (+13% /2020) et 3,81 € au second semestre (+31% /2020).

La cotation polonaise de la vache O a bénéficié du manque d'offre sur le marché européen, s'établissant à 2,93 €/kgéc en moyenne sur l'année (+21% /2020), dont 2,67 €/kgéc au 1er semestre (+10% /2020) et 3,20 €/kgéc au second semestre (+13%).

-2% pour les exportations

La Pologne exportant 85% de sa production abattue, les exportations ont suivi l'évolution des abattages, retombant à 466 000 téc selon nos estimations (-2% /2020). Les ventes de viande bovine réfrigérée et congelée ont chuté de -8% vers l'Italie à 77 000 téc. Au premier semestre, le marché italien restait lourd. Au second semestre, la faible production polonaise de taurillons n'a pas permis de satisfaire la demande. À l'inverse, les ventes vers l'Allemagne se sont maintenues à 82 000 téc, en raison d'un fort appel d'air sur le marché allemand tant pour de la viande de mâle que pour celle de femelles. Les ventes vers la France, qui ont progressé de +11% à 31 000 téc, ont retrouvé leur niveau de 2018 après deux années très perturbées.

La consommation recule pour la deuxième année consécutive

Alors qu'elle avait progressé jusqu'en 2019 sous l'impulsion du développement des enseignes de *fast food* et de *steak house*, la consommation polonaise de viande bovine s'est réduite de -5% en 2020 puis de -4% en 2021. La fermeture des restaurants pendant une partie de l'année puis la très forte hausse des prix ont limité la demande nationale. La consommation individuelle est repassée sous les 3 kg, à 2,9 kgéc/habitant estimée en 2021.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

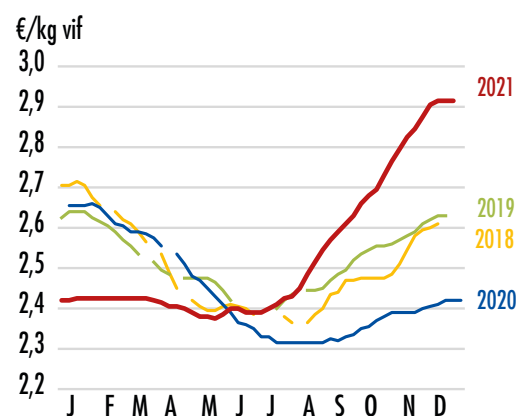
ITALIE : production abondante au 1^{er} semestre



DONNÉES REPÈRES

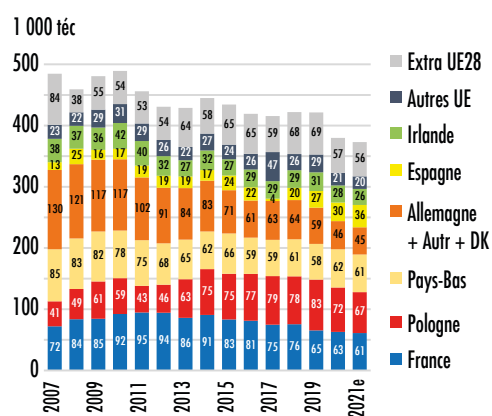
- Consommation : 993 00 téc soit 16,8 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 39%

COTATION DU JB MÂLE CHAROLAIS À LA BOURSE DE PADOUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020	2021e	2021/2020
Abattages	756	765	775	759	753	774	+2,8%
Importations viande	434	426	434	433	390	384	-1,7%
Exportations viande	172	171	163	153	144	165	+14,3%
Consommation	1 018	1 020	1 046	1 039	999	993	-0,6%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica, ISMEA et douanes italiennes et estimations propres

Au premier semestre 2021, la production abattue abondante a maintenu les prix sous pression tout en laissant peu de place aux viandes d'import sur le marché italien. Puis, avec retard sur les autres États membres, le marché s'est allégé et les prix sont vivement remontés à partir de l'été.

Forte hausse des abattages sur les 8 premiers mois de l'année

En 2021, la production italienne de viande bovine aurait progressé de +3% /2020 d'après nos estimations. Les 8 premiers mois de l'année ont été particulièrement fournis (+4%), dont +5% pour les taurillons, issus des nombreux broutards mis en place à l'automne 2020 quand leur prix avait fortement chuté, et +6% pour les vaches dont les abattages avaient été considérablement réduits au printemps 2020 lors du premier confinement. La production s'est ensuite ralentie durant les 4 derniers mois, pour retrouver son niveau de l'année précédente.

Les prix se sont envolés à partir d'août

L'offre abondante de jeunes bovins mâles a fait pression sur les prix jusqu'à l'été. Puis la raréfaction de l'offre nationale, mais également de l'offre importée, a fait bondir les prix. Ainsi, la cotation du mâles charolais à la bourse de Padoue, à 2,41 €/kg vif en moyenne au premier semestre (-5% /2020), s'est redressée à 2,65 €/kg vif sur le second semestre (+13%), pour terminer l'année à 2,92 €/kg (+20% /2020).

Les cotations des jeunes bovins femelles sont restées fermes tout au long de l'année grâce à une offre en retrait. Le segment de la *scottona* (génisse), à présent bien implanté en boucherie et GMS, leur a permis de rester à l'abri des baisses de prix enregistrées chez les mâles en 2020 et début 2021. En moyenne annuelle, la femelle charolaise a coté 2,73 €/kg vif à Modène (+5% /2020) et la femelle limousine 2,94 €/kg (+2% /2020).

La viande espagnole a poursuivi sa percée

Les importations italiennes de viande bovine ont baissé de -2% par rapport au niveau déjà très bas de 2020. Les restaurants sont en effet restés fermés jusqu'au mois de mai, limitant les besoins en viande d'import. Quant aux circuits de détail, ils étaient bien achalandés par les disponibilités nationales jusqu'à l'été. Le besoin en viande d'import s'est réveillé en septembre, mais les disponibilités étaient alors au plus bas dans les autres États membres.

Seule l'Espagne a pu tirer son épingle du jeu grâce à des disponibilités en hausse et à ses petites carcasses à des prix inférieurs au prix français. Sur l'ensemble de l'année, les importations italiennes de viande bovine réfrigérée et congelée en provenance d'Espagne auraient bondi de +20% à 36 000 téc. Les autres fournisseurs ont vu leurs volumes baisser : -8% à 67 000 téc pour la Pologne, -3% à 61 000 téc pour la France, -2% à 61 000 téc pour les Pays-Bas (veau inclus), -6% à 26 000 téc pour l'Irlande.

-1% pour la consommation nationale

Après une chute de -4% en 2020, la consommation nationale calculée par bilan se serait encore réduite de près de -1% à 993 000 téc d'après nos estimations.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

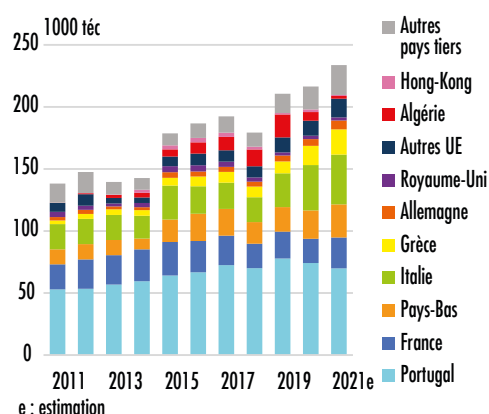
ESPAGNE : une production toujours plus tournée vers l'export



DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 603 000 téc en 2021, soit 12,7 kgéc/hab
- Part des exportations dans la production abattue : 34%
- Part des importations dans la consommation : 21%

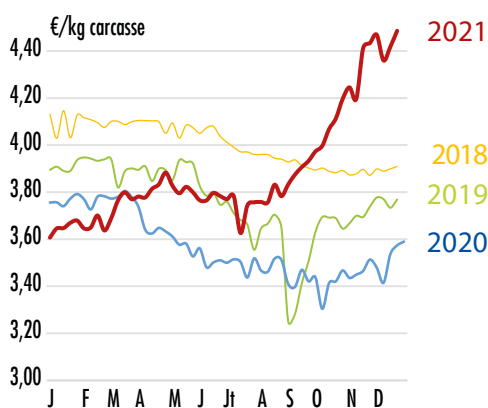
EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

COTATION DU JB U3 EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020	2021e	2021/2020
Abattages	637	644	669	695	678	713	+5%
Importations viande	152	150	152	156	125	129	+3%
Exportations viande	191	197	185	217	223	240	+8%
Consommation*	598	597	636	634	581	603	+4%

* Le calcul de la consommation apparente ne tient pas compte des variations de stock. L'encombrement du marché en 2018 et 2019 a sans doute provoqué une hausse des stocks ces années-là et un rebond de la consommation apparente.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

e : estimation

Les abattages espagnols ont bondi de +5% en 2021 pour alimenter un marché européen en manque de viande. L'anticipation des sorties et la baisse des disponibilités au 2nd semestre ont tendu les prix. Les exportations de viande ont progressé, tandis que celles de bovins finis se sont contractées.

L'engraissement espagnol poursuit sa croissance

Après une année 2020 marquée par une baisse de la production, les abattages espagnols sont repartis à la hausse en 2021 (+5% /2020 et +3% /2019 à 713 000 téc). L'engraissement de bovins mâles poursuit son développement (+70% de bovins mâles de 1 à 2 ans en dix ans), grâce à la fois à un cheptel allaitant en croissance (+9% /2010), mais surtout à une forte augmentation des importations de bovins vivants pour engraissement (+13% /2020 sur 10 mois), notamment de veaux nourrissons français.

Au 1^{er} semestre, les fortes disponibilités ont pesé sur les prix. À partir d'août, le manque de marchandises suite à la forte anticipation des sorties a fait grimper les cours à des niveaux jamais vus. La cotation annuelle du JB U3 a gagné +31 centimes par rapport à 2020, à 3,89 €/kg de carcasse (+9% /2020 et +3% /2019). Cette remontée a été bienvenue pour les engraisseurs espagnols, très dépendants des achats d'aliments et donc confrontés à une forte hausse de leurs coûts de production.

La demande européenne a boosté les exportations de viande

La production espagnole a alimenté un marché européen en manque de viande : les exportations de viande fraîche et congelée ont fortement progressé en 2021 avec 240 000 téc expédiées (+8% /2020). La hausse des envois a été particulièrement marquée vers la Grèce (+31% ; 20 000 téc) et la France (+27% ; 25 000 téc). Les exportations vers le Portugal ont continué leur reflux amorcé en 2020 avec 70 000 téc (-6% /2020), mais ce pays reste le premier débouché de la viande bovine espagnole. Vers les pays tiers, l'Espagne a nettement diminué ses envois vers l'Algérie (-69% ; 2 000 téc) et Hong Kong (-58% ; 1 000 téc) et diversifié ses débouchés.

Les envois de bovins finis ont reflué à 168 000 têtes après les hauts niveaux 2020 (-5%), mais sont restés supérieurs à 2019 (+6%). Les importations libyennes se sont fortement contractées (-46% /2020 à 28 000 têtes), les achats libanais ont également reculé (-6%). La remontée des cours du JB espagnol a limité la demande de certains pays importateurs. L'Algérie a continué à développer ses achats et aurait importé 38 000 têtes soit un quasi doublement de ses importations 2020 (+72%).

Renationalisation de la consommation intérieure

Après une année 2020 marquée par de fortes difficultés sur le marché domestique, la reprise des activités touristiques et la réouverture du secteur de la restauration ont relancé la consommation de viande bovine. Calculée par bilan, nous l'estimons à 603 000 téc en 2021, soit une reprise de +4% /2020 mais sans retrouver son niveau 2019 (-5%). Cette reprise a surtout été abondée par la production nationale. Les importations ont légèrement progressé après leur chute 2020 (+3%), mais restent loin d'avoir retrouvé leur niveau 2019 (-17%).

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Les envois vers l'Italie ont encore progressé

Les exportations françaises de broutards ont rebondi de +1% (+11 000 têtes) en 2021, sans toutefois retrouver leur niveau 2019 (-1%). Dans un contexte de forte hausse des cours des JB finis, les importations italiennes de mâles allaitants français sont restés dynamiques. La part des femelles est restée stable pour la deuxième année consécutive. La filière d'engraissement espagnole repose quant à elle de plus en plus sur l'import de veaux laitiers, au détriment des achats de broutards qui ont poursuivi leur lente érosion. Les envois vers l'Algérie s'étaient de nouveau contractés à cause de tensions diplomatiques en 2021 mais ils ont été compensés par l'explosion des achats israéliens.



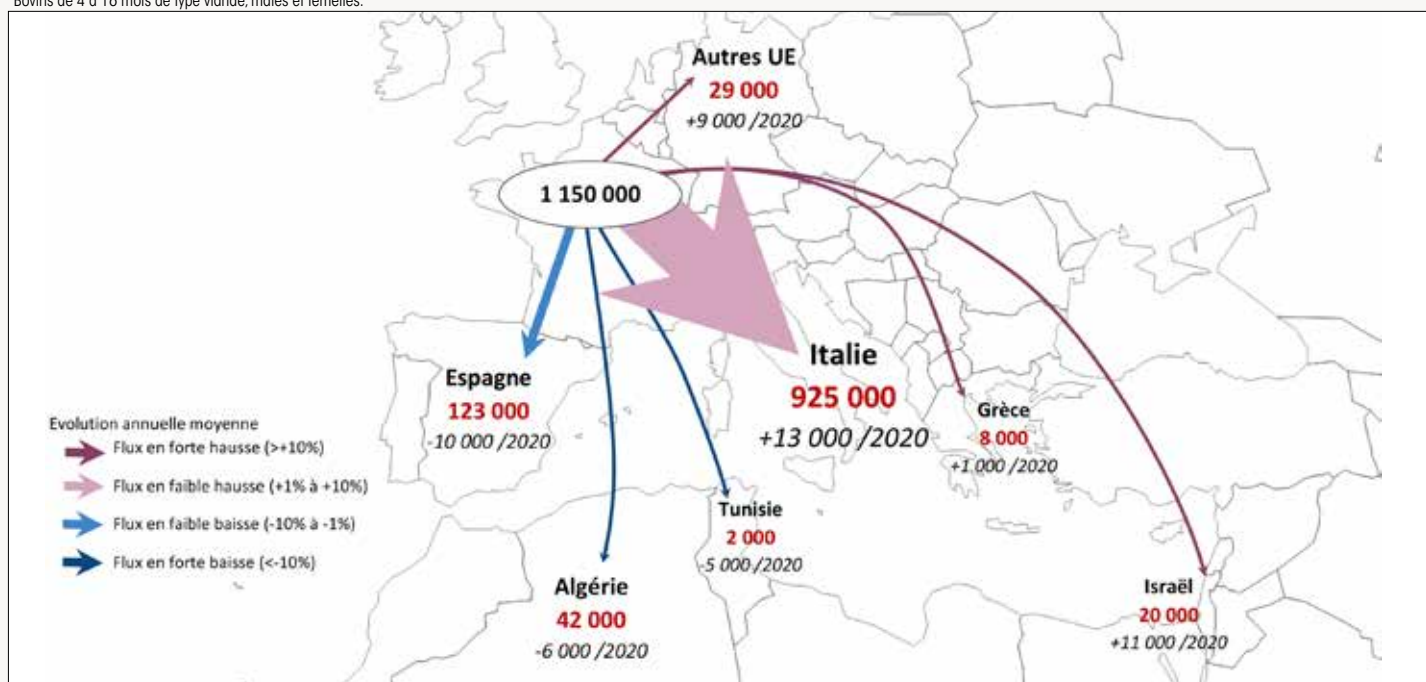
EXPORTATIONS 2021

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres* par pays d'arrivée

Nombre de têtes en 2021 et variation par rapport à 2020

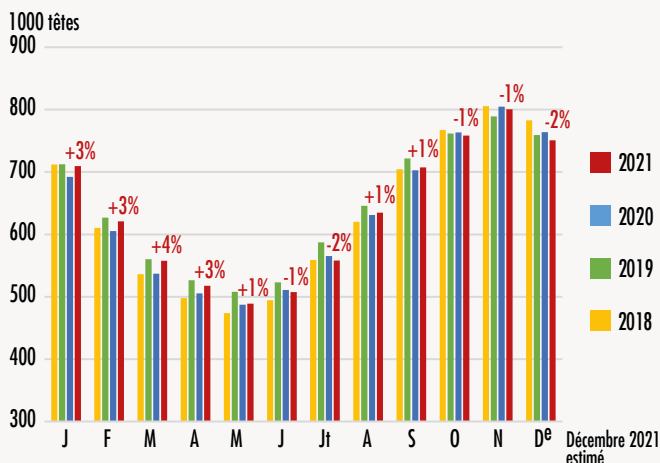
*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE-BDNI et estimations propres

EFFECTIFS 2021

EFFECTIFS DE MÂLES DE TYPE VIANDE DE 6-12 MOIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDN

+1% /2020

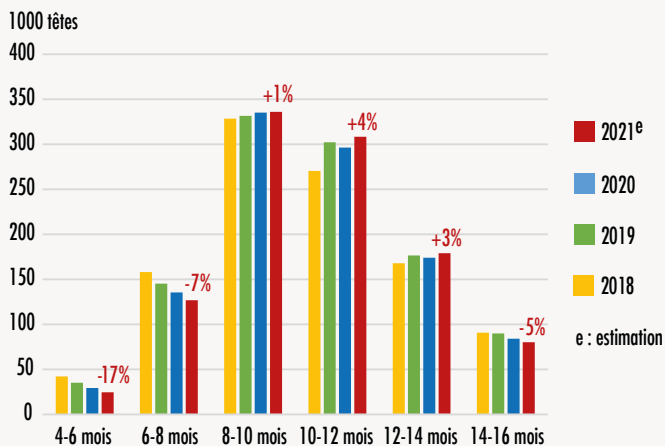
C'est notre estimation de l'évolution du nombre de broutards exportés en 2021.

Au 1^{er} semestre 2021, les effectifs de mâles allaitants de 6 à 12 mois étaient supérieurs aux faibles disponibilités de 2020. Ils ont reculé à partir d'octobre.

Les naissances allaitantes avaient rebondi en 2020 (+1% /2019). Cette hausse des disponibilités, conjuguée à des cotations très basses qui n'incitaient pas à la vente, a fait augmenter le nombre de broutards présents en ferme sur les premiers mois de l'année 2021. Au 1^{er} janvier 2021, on comptait 709 000 mâles allaitants de 6 à 12 mois, en hausse de +3% /2020 (mais -1% /2019). Les bonnes conditions fourragères de l'automne 2021 n'ont pas pressé les sorties, les effectifs sont restés élevés jusqu'en septembre. Ils ont commencé à reculer en octobre, où le fort recul des naissances du printemps 2021 a commencé à être ressenti. Au 1^{er} décembre 2021, les effectifs étaient en retrait de -2% /2020 (-4% /2018).

EXPORTATIONS 2021

ÂGE DES BROUTARDS* EXPORTÉS PAR LA FRANCE (4-16 MOIS)



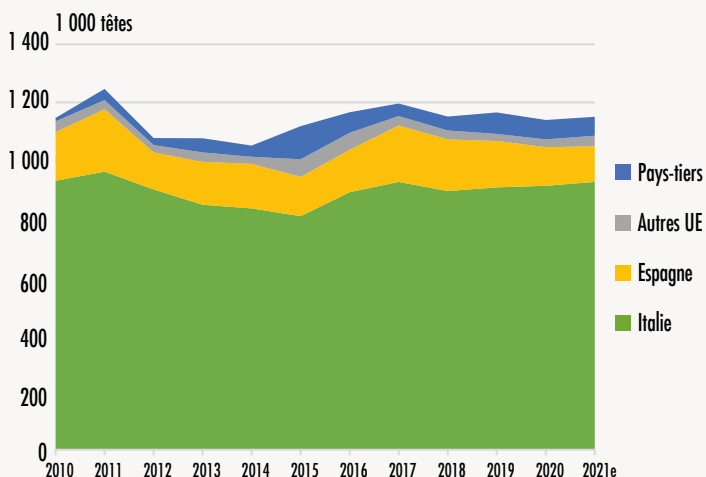
*bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles, estimation pour décembre 2021
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDN et estimations propres

Avec 1 150 000 broutards exportés en 2021, les envois français auraient rebondi de +1% après une année 2020 en recul. Ils n'ont toutefois pas retrouvé leur niveau 2019 (-1%).

Les exportations de broutards mâles ont progressé de +1% /2020 selon nos estimations pour atteindre 759 000 têtes. La légère hausse des disponibilités au 1^{er} semestre 2021 puis la hausse des cours des JB finis sur le marché européen ont renforcé la demande pour le broutard français. Les envois de femelles sont restés stables avec 391 000 têtes, ils ont représenté 34% des exportations 2021 (= /2020).

L'âge des broutards exportés a de nouveau progressé en 2021 : 86% des animaux avaient plus de 8 mois (84% en 2020). Après une année 2020 en repli, l'envoi de «broutards repoussés» a rebondi grâce aux bonnes conditions fourragères qui ont incité les éleveurs à garder leurs animaux plus longtemps au pâturage.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUTARDS*



e : estimation

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises, SPIE-BDN et estimations

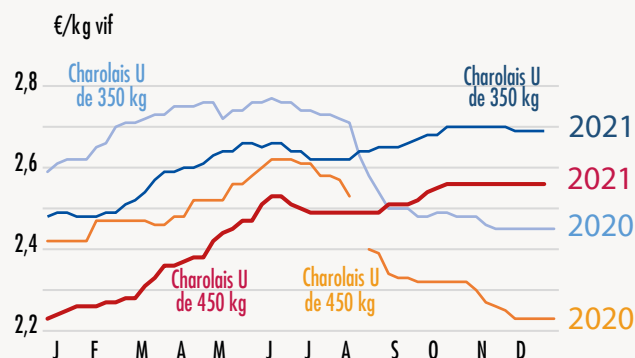
Les exportations sont restées fermes vers l'Italie, mais ont continué de s'éroder vers l'Espagne. Les tensions diplomatiques avec l'Algérie ont plombé les envois en 2021.

Au 2nd semestre 2021, la pénurie de viande bovine partout en Europe et la hausse des charges ont fait grimper les cours des JB italiens. Pour répondre à la forte demande des engraisseurs, 925 000 broutards français ont été exportés vers l'Italie (+1% /2020). Les cours des JB espagnols étaient aussi orientés à la hausse. Mais le pays a importé davantage de jeunes veaux laitiers, au détriment des broutards français qui ont reculé de -7% par rapport à une année 2020 déjà en fort retrait.

Les achats algériens se sont contractés de -12% /2020 à cause des tensions diplomatiques avec la France cet automne. Les envois vers les pays tiers ont baissé de -2% /2020 (65 000 têtes), malgré un doublement vers Israël.

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU BROUTARD CHAROLAIS U



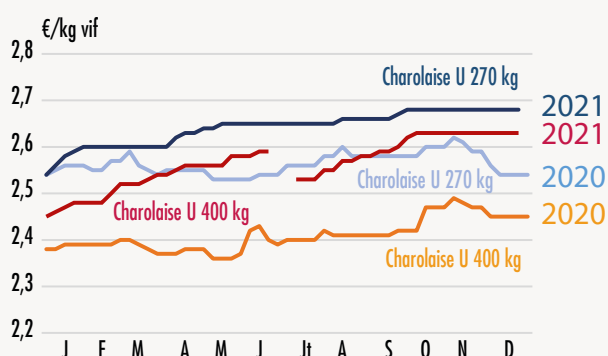
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En moyenne sur l'année 2021, les cours des broutards ont été stables par rapport à 2020. Le rebond à contre-saison de la fin de l'été a permis de rattraper les cours déprimés du 1^{er} semestre. Les prix sont néanmoins restés en net recul par rapport aux années d'avant pandémie.

Les cours des broutards étaient très inférieurs aux années précédentes pendant les six premiers mois de 2021, dans le prolongement des cours déprimés de la fin d'année 2020. Au printemps, la hausse saisonnière a réduit l'écart sans retrouver les prix 2020. Au 1^{er} semestre, la cotation du Charolais U de 350 kg était en repli de -6% /2020, celle

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA BROUTARDE CHAROLAISE U



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

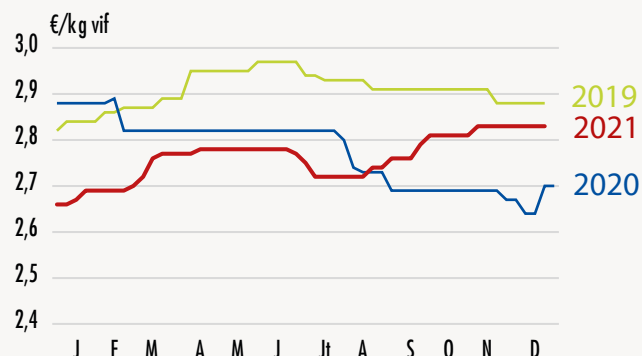
Après une année 2020 marquée par des prix dépréciés, les cours des femelles se sont redressés en 2021 grâce à une demande intense tant en Italie qu'en France alors que l'offre était limitée. Pour toutes les catégories la cotation moyenne annuelle était supérieure aux années précédentes.

Les cours des broutardes Charolaises ont été tirés à la hausse dès le printemps avant de se stabiliser à de hauts niveaux. À 2,64 €/kg vif en moyenne annuelle, la cotation de la Charolaise U de 270 kg a largement surpassé son niveau 2020 (+3%) pour retrouver son niveau 2019 (+1 ct). La Charolaise U de 400 kg a atteint

2,45 €/kg vif

C'est la cotation moyenne des broutards charolais U de 450 kg en 2021 (+1% /2020 mais -3% /2019).

COTATION DU BROUTARD LIMOUSIN E DE 350 KG

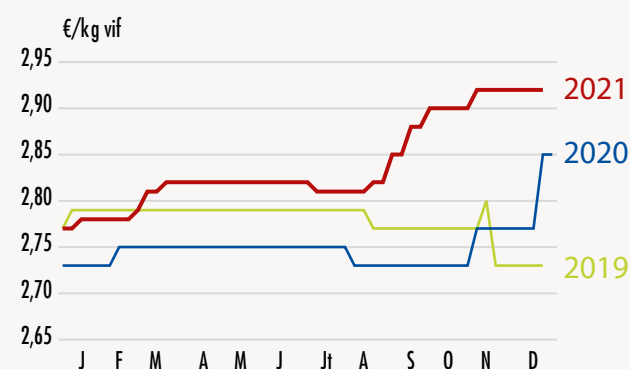


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

du Charolais U de 450 kg de -8% et celle du Limousin E de 350 kg de -4%.

Les prix ont rebondi à la fin de l'été, à contre-saison de la baisse habituelle. La bonne saison fourragère n'a pas pressé les sorties alors même que la demande, en France comme en Italie, était stimulée par la hausse des cours des JB. Les cours se sont finalement stabilisés à la fin de l'année. Le Charolais U de 350 kg cotait en moyenne 2,62 €/kg vif en 2021, soit = /2020 mais en recul de -3% /2019. Le cours du Charolais U de 450 kg s'est établi à 2,45 €/kg, soit +1% /2020 (mais -3% /2019). Le Limousin E de 350 kg a coté en moyenne 2,76 €/kg (= /2020 et -5% /2019) et le Croisé R de 300 kg 2,43 €/kg (-2% /2020 et -7% /2019).

COTATION DE LA BROUTARDE LIMOUSINE E DE 270 KG



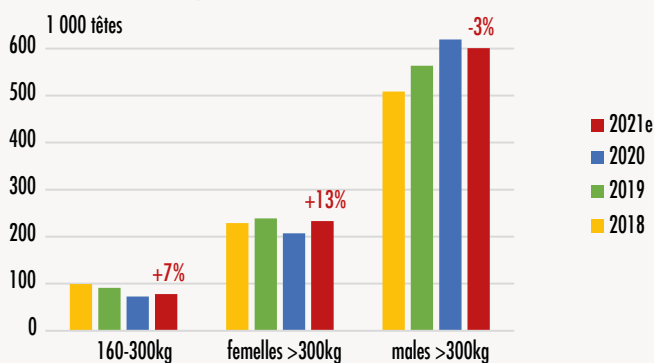
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

un record historique, à 2,56 €/kg soit +6% /2020 (+3% /2019). Habituellement très stables, les prix des broutardes Limousines ont augmenté pendant l'automne du fait de l'insuffisance de l'offre. Le cours de la Limousine E de 270 kg a gagné +12 centimes entre août et novembre et a coté en moyenne 2,84 €/kg (+3% /2020 et +2% /2019).

Depuis 2015, la grande distribution italienne a développé une segmentation sur la viande de génisse faisant progresser l'import vif de femelles. Cette production plafonne cependant depuis 2019 mais la demande italienne reste ferme pour les broutardes françaises.

EXPORTATIONS 2021

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDERS VERS L'ITALIE



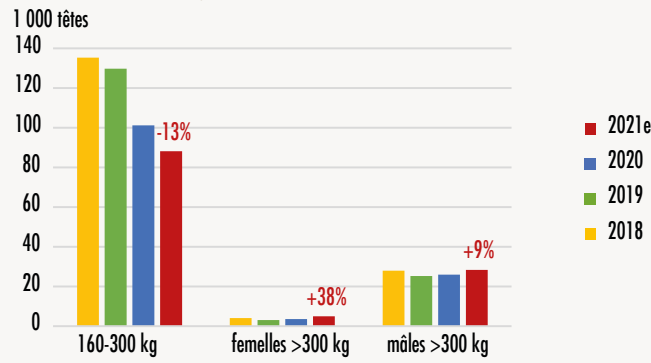
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

Les exportations vers l'Italie ont progressé de +1% /2020, la demande des engraisseurs a été ferme dans un contexte de hausse des cours des bovins finis.

Les engraisseurs italiens demandent des animaux plus lourds que les autres importateurs de brouards français. Ces dernières années, la part des mâles de plus de 300 kg ne cessait de progresser. Mais en 2021, les envois de mâles de plus de 300 kg auraient reculé de -3% /2020 tandis que les exportations de bovins de 160-300 kg auraient progressé de +7%. Avec la très forte hausse des coûts de production, les acheteurs italiens auraient potentiellement privilégié des animaux moins chers donc moins lourds.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDERS VERS L'ESPAGNE



e : estimation

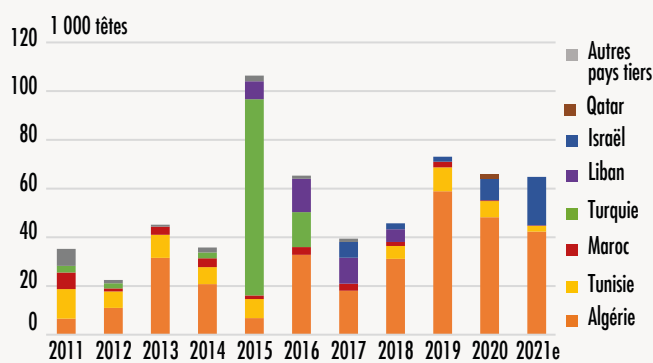
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

Les envois vers l'Espagne ne cessent de se replier depuis 2017, ils auraient encore reculé de -7% en 2021.

La filière d'engraissement espagnole repose de plus en plus sur l'import de veaux laitiers, la demande pour les brouards français recule chaque année. En 2021, cette baisse s'est concentrée sur les animaux de 160-300 kg (-13% /2020) du fait de nouvelles règles concernant la FCO (fièvre catarrhale ovine). En effet, depuis le 1^{er} septembre 2021, les bovins de plus de 70 jours importés doivent être vaccinés. Or les caractéristiques des vaccins ne permettraient pas de vacciner des animaux de moins de 5 mois, dont les exportations se sont effondrées à l'automne.

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUARDERS VERS LES PAYS TIERS

EXPORTATIONS DE BROUARDERS FRANÇAIS VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

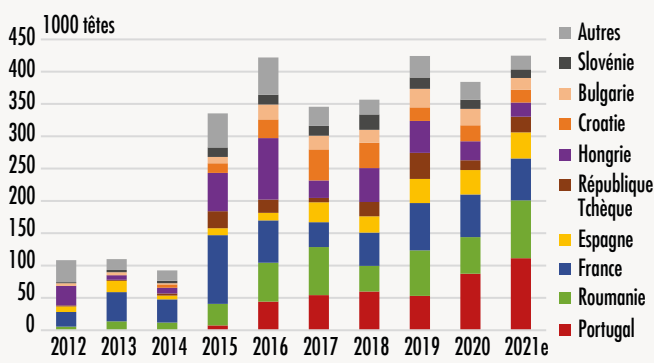
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

En 2021, les exportations françaises de brouards vers les pays tiers se seraient repliées de -2% /2020 à 65 000 têtes.

L'Algérie est restée le 1^{er} débouché des brouards français exportés hors de l'UE. Mais après une année 2019 record, les importations algériennes se sont contractées pour la deuxième année consécutive, à 42 000 têtes (-12% /2020 et -28% /2019). Les envois ont été dynamiques au 1^{er} semestre, mais la crise diplomatique entre la France et l'Algérie a fortement ralenti les exportations à partir d'octobre.

Les flux vers Israël ont plus que doublé en un an pour atteindre 20 000 têtes, compensant largement la contraction des achats tunisiens (2 000 têtes, -65%).

EXPORTATIONS DE BROUARDERS DEPUIS L'UE VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

D'après nos estimations, les exportations de brouards des pays de l'UE auraient rebondi de +11% /2020 (425 000 têtes, = /2019) grâce notamment au développement des importations israéliennes.

Le Portugal a été le premier exportateur européen de bovins maigres hors UE avec 111 000 têtes vers Israël (+27% /2020). Au total, les importations israéliennes de brouards européens ont progressé de +40% pour atteindre 229 000 têtes soit plus de la moitié des envois européens. À l'inverse, les envois vers la Turquie se sont effondrés de -39% /2020 (56 000 têtes) faisant chuter les exportations hongroises (-25%) et bulgares (-29%). Les importations marocaines ont bondi de +50% (29 000 têtes).

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Entre embellie et stagnation

Après plusieurs années de baisse des revenus, les résultats des éleveurs diversifiés avec cultures et des naisseurs engraisseurs de jeunes bovins profitent d'une embellie en 2021 avec des revenus estimés supérieurs à 30 000 €/UMO. A contrario, les naisseurs et naisseurs engraisseurs de veaux sous la mère ne dépassent plus, depuis 2017, 20 000 €/UMO de revenu courant.

L'amélioration de la conjoncture de tous les gros bovins et des cultures de vente tirent les produits à la hausse alors que la situation demeure morose pour les animaux maigres. Les aides sécheresses, indispensables ces dernières années pour soutenir les revenus impactés par les aléas climatiques, ne sont pas renouvelées en 2021, année climatique correcte. Une aide Covid, versée en décembre 2021 a abondé les plus bas revenus (inférieurs à 11 000 €/UMO en 2020).

Les charges opérationnelles ont été contenues en 2021 grâce à l'absence d'aléas mais la forte augmentation du carburant induit une forte hausse des charges de structure. Et l'IPAMPA continue de grimper, avec une flambée des prix de l'énergie, des engrais, du bâtiment, des aliments achetés...

ESTIMATIONS DES REVENUS 2021

En 2021, la conjoncture et les rendements en grandes cultures ont favorisé les exploitations ayant une part des cultures de vente significative dans leur produit. Ainsi, les naisseurs et les naisseurs-engrailleurs de jeunes bovins intensifs avec cultures dégageraient en moyenne respectivement un résultat courant de 38 000 €/UMO et de 46 000 €/UMO exploitant.

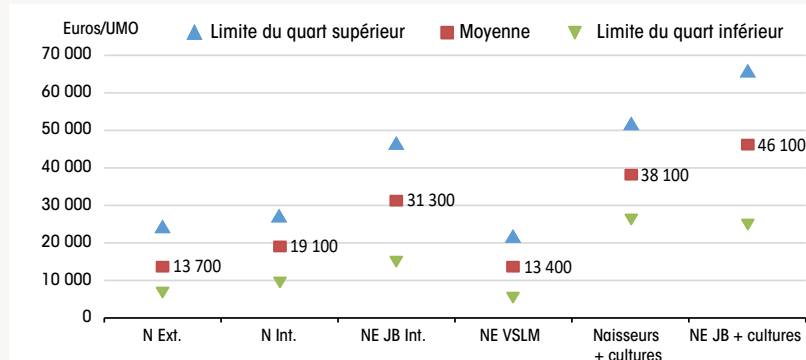
Le redressement des cours des bovins finis contraste avec les prix des broutards, qui peinent à décoller. Ainsi, la situation reste tendue en 2021 chez les naisseurs spécialisés extensifs et les naisseurs-engrailleurs de veaux sous la mère avec des revenus toujours

inférieurs à 15 000 €/UMO. Les naisseurs intensifs verraient leurs revenus se rapprocher des 20 000 €/UMO.

En 2021, le retour à une année climatique favorable s'est traduit par l'arrêt des surcoûts liés à l'affouragement estival. Les aides sécheresse perçues en 2020 n'ont donc pas été reconduites. Plus de la moitié des élevages bovins viande suivis dans les Réseaux d'Élevage Inosys en avaient bénéficiées. Toutefois l'aide Covid, versée en décembre 2021, permet de soutenir un quart des éleveurs de notre échantillon, qui avaient eu un revenu disponible inférieur à 11 000 €/UMO en 2020.

RÉSULTATS COURANTS 2021

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2021.



N Ext.	Naisseurs extensifs (≤ 1,2 UGB/ha SFP)
N Int.	Naisseurs intensifs (>1,2 UGB/ha SFP)
Naisseurs + cultures	Grandes cultures + Naisseurs
NE VSLM	Naisseurs-engrailleurs de veaux sous la mère
NE JB Int.	Naisseurs-engrailleurs de jeunes bovins intensifs (>1,4 UGB/ha SFP)
NE JB + cultures	Grandes cultures + Naisseurs-engrailleurs de jeunes bovins

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

Zoom sur les aides « sécheresse » exceptionnelles versées en 2020

Les aides exceptionnelles versées en 2020 ont permis de compenser en partie les impacts des aléas climatiques. Ces aides n'avaient pas été prises en compte dans les estimations de revenus 2020 car elles étaient encore inconnues au moment du bouclage de la publication. Elles expliquent l'essentiel de l'écart entre les résultats 2020 et ceux estimés en janvier 2021. Les montants moyens versés varient et correspondent aux zones qui ont été les plus impactées par les sécheresses (de 380 € pour les naisseurs-engrailleurs de veaux sous la mère à 6 360 € pour les naisseurs extensifs).

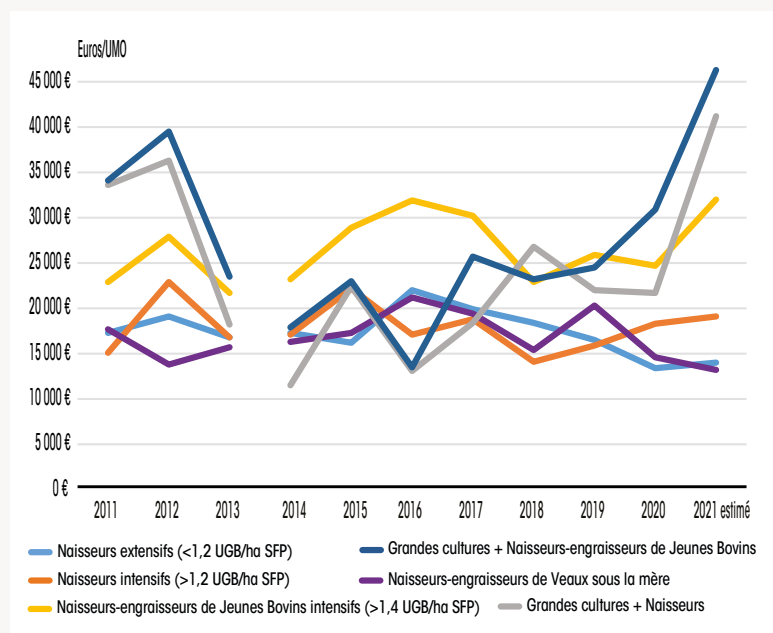
ÉVOLUTION DE REVENUS

Plafond apparent de 20 000 €/UMO en moyenne pour les systèmes naisseurs spécialisés ou produisant des veaux sous la mère, attiré pour les productions végétales renforcé pour les exploitations allaitantes ayant des cultures de vente : les évolutions ont été très divergentes en 2021.

La hausse de revenu des naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins s'explique par l'augmentation des cours des bovins finis malgré la hausse des coûts. Les éleveurs diversifiés avec cultures profitent quant à eux de la conjoncture favorable des cultures de vente. Dans un contexte où les élevages bovins connaissent des aléas climatiques à répétition, où le renchérissement inévitable des aliments achetés viendra s'ajouter aux autres charges régulièrement en hausse (carburants, engrais,...), un arbitrage entre les différents ateliers pourrait inciter les éleveurs à décapitaliser et à accroître leur sole en cultures. À terme, la compétition entre élevage et productions végétales pourrait accentuer l'arrêt d'ateliers bovins viande dans les zones où les sols le permettent comme cela avait été le cas de 2010 à 2013. Ceci constitue potentiellement un moteur supplémentaire à la décapitalisation allaitante en cours depuis 2016 pour d'autres raisons et cela pourrait donc accélérer le phénomène. Par ailleurs, à ce jour, la phase de capitalisation individuelle dans les élevages allaitants des Réseaux d'Élevage Inosys semble se terminer : on tend désormais à une stabilité du nombre de vaches par exploitation.

Les revenus des naisseurs spécialisés extensifs et des naisseurs engraisseurs de veaux sous la mère interpellent car ils restent le plus souvent inférieurs à 20 000 €/UMO ces dix dernières années, alors même que des aides conjoncturelles ont été fréquemment versées sur cette période pour soutenir leur activité. La rentabilité des élevages s'était maintenue jusqu'alors par l'augmentation du nombre de vaches. Or, ces exploitations stagnent désormais en taille car la productivité de la main-d'œuvre a atteint ses limites. Cette situation structurellement tendue ne laisse rien présager de bon sans une revalorisation des prix des brouards et des veaux sous la mère, dans un contexte de poursuite de la hausse des intrants (engrais, aliments et carburants) en 2022. En outre, la réforme de la PAC en 2023 devrait également conduire les élevages allaitants à adapter leur conduite d'exploitation. Les premières simulations ne sont pas favorables aux élevages de plaine et de veaux sous la mère.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



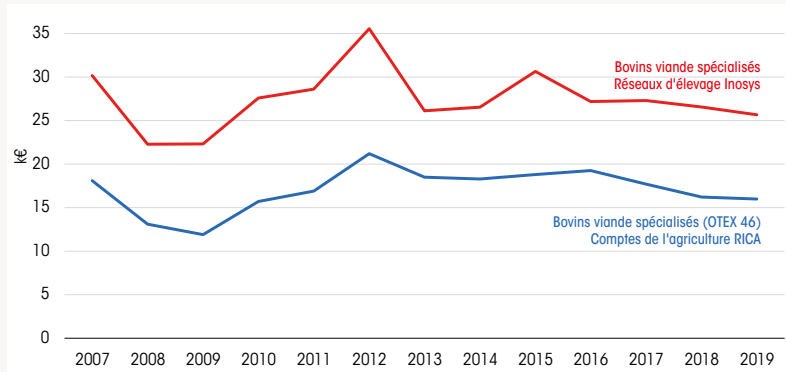
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

Avec 332 exploitations suivies en 2021 dont 293 constituent le socle national, la diversité des systèmes performants bovins viande est bien illustrée dans les Réseaux d'élevage INOSYS. Leurs revenus courants sont en moyenne très supérieurs de ceux des fermes professionnelles françaises mesurées par le RICA (Réseau d'information comptable agricole). L'écart moyen sur les 12 dernières années tourne autour de 10 k€ par UTA non salariée.

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS

Milliers d'euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage et RICA.

LEXIQUE

- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant. Correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2021 ET MÉTHODOLOGIE

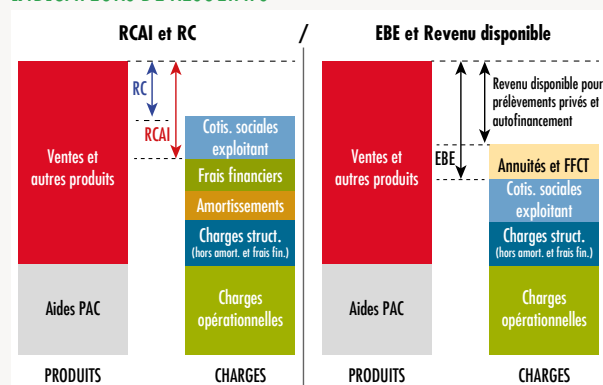
Les estimations des revenus 2021 sont établies à partir d'un panel de **195 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande**. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2020 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...).

L'estimation concerne les résultats courants (RC). Ce résultat est issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, contrairement au « revenu disponible », calculé selon une approche « trésorerie ».

Plus d'informations : <https://idele.fr/filieres/bovin-viande>

- > Les dossiers techniques
- > les hypothèses d'évolution de prix

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2021

Les résultats 2020 sont ceux constatés dans les comptes du panel d'exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente, saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux.

Quant aux **animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2021 a été estimé en prenant en compte le nombre d'animaux abattus par trimestre et l'évolution entre 2020 et 2021 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres.

Les données de prix sont établies par FranceAgriMer et traitées par l'Institut de l'Élevage.

Estimation des produits de ventes des cultures

Les rendements régionalisés et les prix de vente des cultures sont transmis par Arvalis-Institut du Végétal.

Evolution des aides

Les aides PAC restent globalement stables par rapport à 2020. Les aides Covid versées en décembre 2021 viennent conforter le revenu des 47 éleveurs de notre échantillon qui ont eu un revenu disponible en dessous de 11 000 €/UMO en 2020. Les montants d'aides éligibles étaient de 41 €/brouillard et 52 €/JB.

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2021

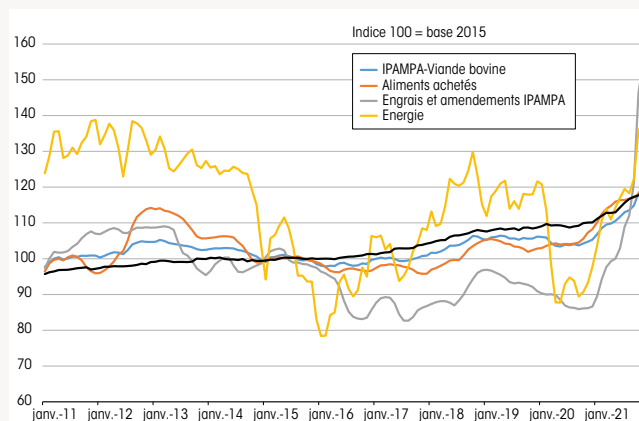
Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2021 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences et protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre juin 2019/mai 2020 et juin 2020/mai 2021, correspondant aux campagnes de culture.

En 2021, tous les postes de charges sont en hausse hormis les semences et les produits de protections des cultures. Les évolutions des postes sont :

IPAMPA	ÉVOLUTION 2021/2020
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	+ 0,2 %
ALIMENTS ACHETÉS	+ 10,4 %
CARBURANT	+ 23,9 %

IPAMPA VIANDE BOVINE



Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE base 100 = 2015

Plus d'informations : <https://idele.fr/services/outils/ipampa>

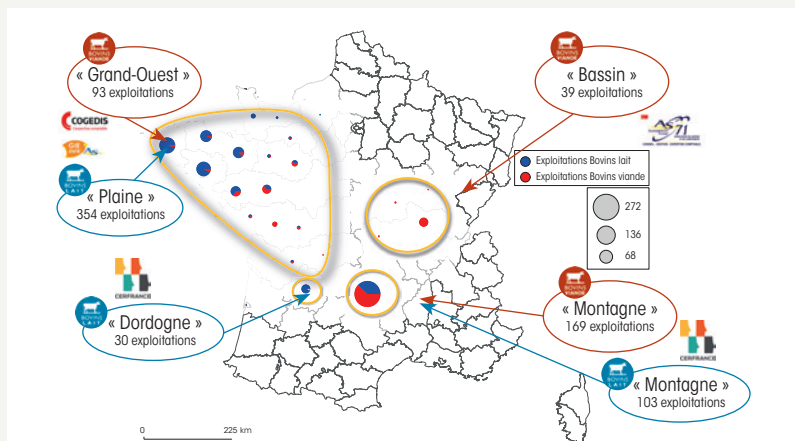
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

TRÉSORERIE : DES RÉSULTATS TOUJOURS INSUFFISANTS

Afin de compléter l'approche comptable centrée sur le résultat courant (RC), une approche de trésorerie est intéressante. En effet, si le RC permet d'appréhender la rentabilité de l'entreprise et sert de base de calcul aux prélèvements sociaux et impôts, le revenu disponible permet d'avoir une approche de l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise. Il est calculé selon la formule suivante : revenu disponible calculé en déduisant de l'Excédent Brut d'Exploitation, les annuités et les frais financiers.

L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPLOITATIONS DE L'ÉCHANTILLON HIVER 2019-2021



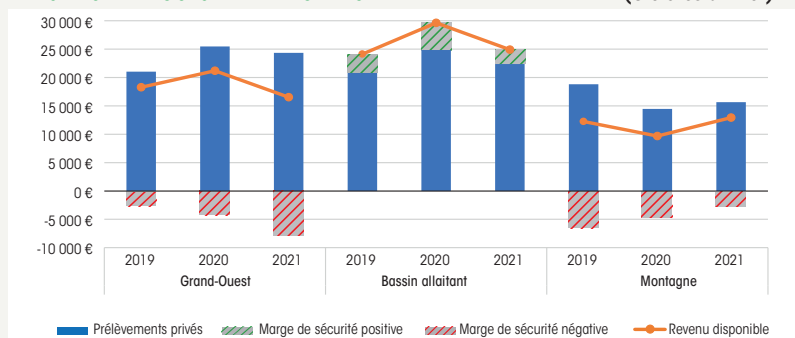
Etude CNE, d'après données Afocg, AS71, COGEDIS, Cerfrance AMC, GIE Entr'AS, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant. Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Les élevages allaitants sont répartis sur 3 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Saône-et-Loire majoritairement (pour le bassin Charolais "historique"). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables avec 5 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS. Près de 300 comptabilités d'exploitations bovines viande constituent l'échantillon (constant) des clôtures d'été (mars-juin) suivi entre 2019 et 2021. Les résultats sont analysés par zone géographique.

SITUATION FINANCIÈRE MI-2021 : INSUFFISANCE DE MARGE DE SÉCURITÉ

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : MARGE DE SÉCURITÉ NÉGATIVE DEPUIS 3 ANS DANS LE GRAND OUEST ET EN MONTAGNE

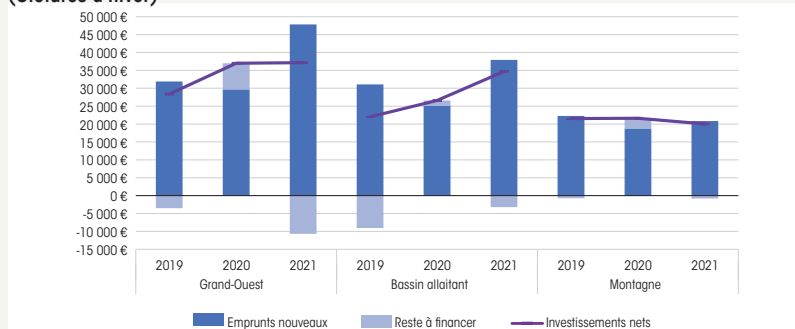
(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE « hiver 16-18 », d'après données Afocg, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT : DES EMPRUNTS SOUVENT SUPÉRIEURS AUX INVESTISSEMENTS NETS

(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE « hiver 16-18 », d'après données Afocg, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

À l'été 2021, la situation financière des élevages allaitants ne s'était pas améliorée. Si le produit brut et l'EBE ont été en hausse en Montagne, à la faveur d'aides exceptionnelles versées tardivement, ils ont diminué dans le Grand-Ouest et dans le Bassin Allaitant, avec, partout, des charges en hausse.

Ainsi, avec des annuités stables, le revenu disponible a connu une baisse importante dans le Grand-Ouest et le Bassin Allaitant, mais une hausse en Montagne (après une année de baisse, à relier au décalage des aides exceptionnelles). En moyenne (toutes zones), il s'est établi à 15 500 € annuels par UTA familiale. Malgré des prélèvements privés toujours restreints, aucune zone n'a été en mesure de dégager une marge de sécurité suffisante. Elle est même négative dans l'Ouest et en Montagne.

Les investissements ont réaugmenté dans le Bassin Allaitant, mais sont stables en Montagne et dans le Grand-Ouest. Il est probable que les mesures du plan de relance aient favorisé certains investissements.

Par ailleurs, la part des **exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative** est restée proche de 30% des élevages suivis. Leur situation financière est restée très détériorée à la mi-2021 : les dettes court-terme, en hausse pour l'ensemble de l'échantillon, sont plus de 2 fois supérieures à la moyenne pour ce groupe. En outre, après l'accumulation des sécheresses, la hausse des charges initiée en 2021 entraînera de nouveau des conséquences économiques et financières dans les mois à venir.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

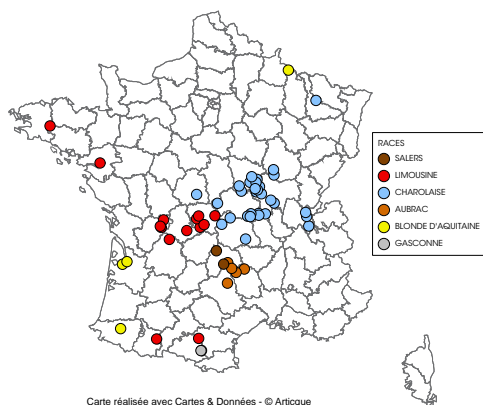
Un revenu toujours bas malgré des produits viande en augmentation



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 161 ha de SAU dont 148 ha de SFP
- 93 vaches allaitantes et 143 UGB
- Productivité moyenne : 309 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 57 EXPLOITATIONS



En 2020 la baisse importante des revenus avait été limitée par les aides conjoncturelles. Malgré cela, ces résultats sont tombés à leur niveau le plus bas enregistré : 13 200 €/UMO. Ils ne progresseraient que très peu en 2021, malgré l'amélioration du produit viande qui ne permet pas de compenser la hausse des charges opérationnelles et de structure.

Une décapitalisation et une finition moindre des femelles en 2020

L'année 2020 avait cristallisé les effets des 3 années de sécheresse consécutives et de marchés moroses pour les femelles finies. Ainsi contraintes, les exploitations ont modifié leur système, faute de ressources suffisantes pour alimenter l'ensemble du troupeau. Un taux de réforme plus sévère a amorcé un début de décapitalisation (-2 vaches présentes en moyenne par exploitation par rapport à 2019 à échantillon constant). Alors que le taux de finition des femelles se maintenait autour 50% avec 80% de vaches finies depuis 2017, il a chuté en 2020 à 42% de finition et seulement 65% des vaches finies.

Un produit total insuffisant pour compenser les hausses de charges et les aléas récurrents

Le produit viande aurait augmenté de 3 000 €/UMO en 2021. Il a été essentiellement tiré par la hausse des cours des femelles finies. Les cours des brouards sont restés en retrait sauf pour les ventes d'automne. La disparition des aides exceptionnelles sécheresse (en moyenne 6 300 €/exploitation en 2020) explique la forte baisse des aides en 2021 (-2 900 €/UMO). Certains éleveurs bénéficieront d'une aide Covid, versée en décembre 2021.

Un début d'année 2021 encore tendu, une fin d'année marquée par la hausse des intrants

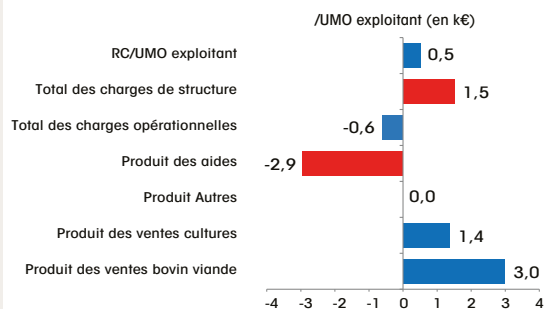
L'année climatique 2021 fut plutôt clémente : les granges sont de nouveau pleines mais de fourrages de qualité hétérogène. Toutefois, il a fallu passer le début d'année 2021. Dans ces systèmes, où seuls 28% des concentrés consommés sont autoproduits, toute hausse des prix d'aliments impacte le niveau des charges opérationnelles.

Même si la distribution estivale a été raccourcie, les niveaux de concentrés distribués n'ont que légèrement diminué pour limiter l'impact de la hausse des prix des matières premières.

Un résultat courant qui ne dépasserait pas 14 000 €/UMO

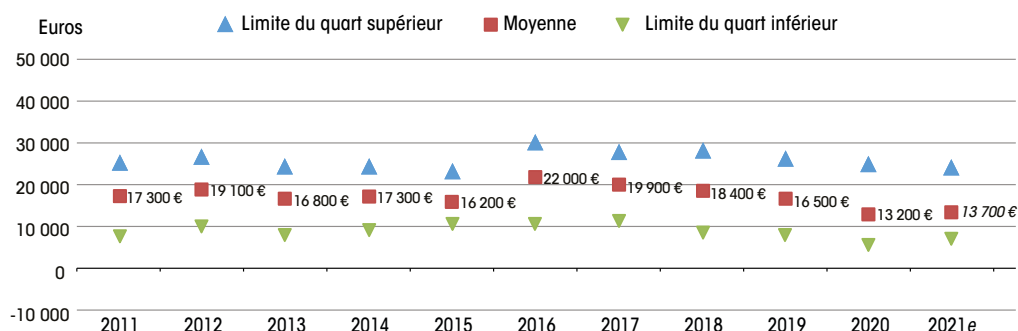
La hausse du produit total (+1 500 €/UMO) couvrirait la hausse des charges de structure. Le revenu resterait stable (+500 €/UMO) en raison d'une maîtrise des charges opérationnelles. Cette situation tendue depuis plusieurs années montre la fragilité économique de ces systèmes qui ont un faible revenu et restent très sensibles aux aléas de toute nature et aux aides de la PAC.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

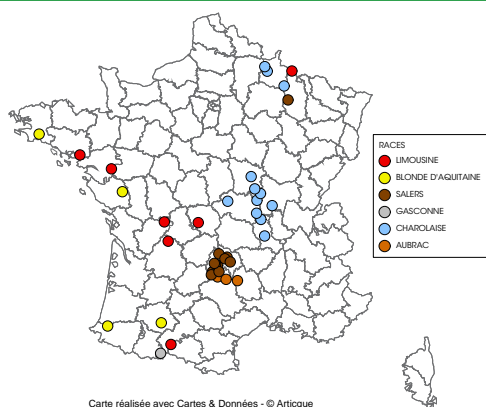
La hausse des produits offre un peu de répit



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 128 ha de SAU dont 115 ha de SFP
- 104 vaches allaitantes et 158 UGB
- Productivité moyenne : 324 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 38 EXPLOITATIONS



Le revenu des exploitations spécialisées naisseurs intensifs se redresserait en 2021. La progression des produits aura permis de provisoirement compenser les hausses de charges.

Une bonne année fourragère améliore l'autonomie alimentaire

Après plusieurs années caractérisées par des sécheresses estivales, la campagne 2021 apporte un peu de soulagement. Ces élevages avaient toutefois su mobiliser des pistes pour préserver leur autonomie alimentaire : la reprise de terres sans augmentation de la taille des cheptels a permis de limiter les besoins. L'introduction de méteils, de légumineuses ou de prairies multi-espèces ont été autant de leviers activés pour accroître les stocks. Aussi, l'année 2021 est arrivée à point nommé, permettant de remplir les granges, même si la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. Par ailleurs, en raison d'une pousse d'herbe régulière, des économies appréciables de concentrés distribués ont été réalisées pour les animaux laissés plus longtemps au pâturage.

Un produit bovin viande en progression

Le produit total serait en hausse de 2 700 €/UMO grâce notamment à une progression des ventes de bovins (+1 300 €/UMO) au sein de ces systèmes qui finissent une femelle sur deux. Si le cours des animaux maigres reste atone, celui des vaches de réforme a retrouvé des couleurs, à la faveur d'une offre réduite et d'une demande dynamique. La hausse du produit issue des cultures (+1 300 €/UMO) viendrait également soutenir la tendance.

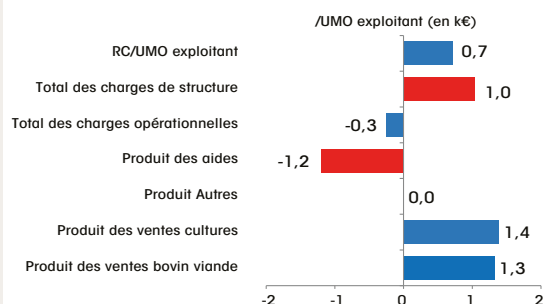
Des tensions sur les matières premières qui se répercutent sur les charges

Les charges opérationnelles sont estimées stables (-300 €/UMO en 2021). Les éventuels gains d'une non distribution estivale de concentrés ont été rapidement consommés. L'envolée des prix des matières premières montre ses effets : à volume constant, le montant des concentrés achetés progresserait de 7%. Les charges d'approvisionnement (semences, engrais, traitements) des surfaces sont également maîtrisées. Les charges de structure seraient en hausse de 3,3%, du fait principalement des carburants (+23,9%).

Un léger rebond du résultat courant à 19 100€/UMO

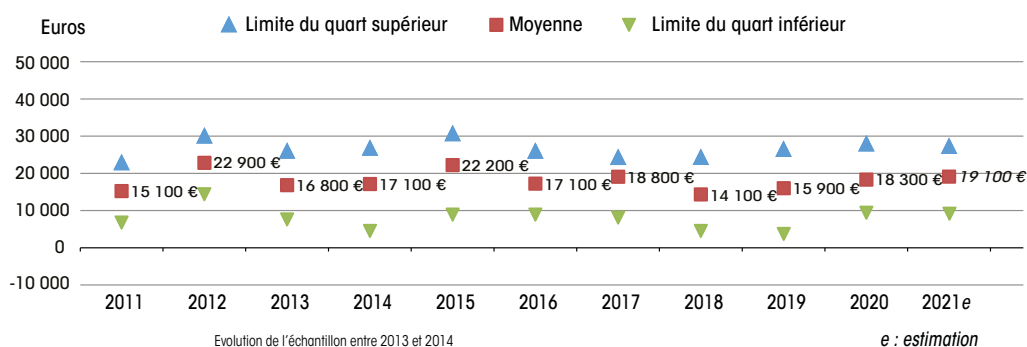
Au final, le résultat courant par UMO estimé pour l'année 2021 progresserait timidement de 700 €/UMO : un léger rebond qui risque de s'essouffier dans le contexte actuel de tension sur les prix des matières premières.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS

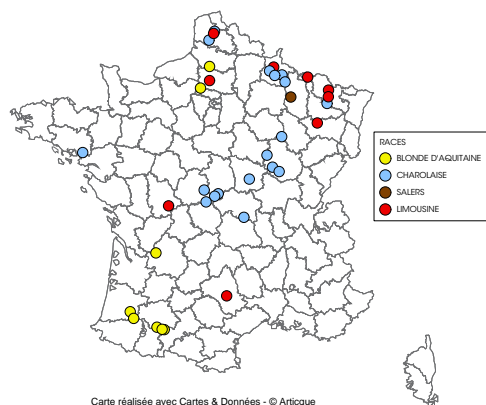
Un résultat en hausse... grâce aux cultures



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 208 ha de SAU dont 105 ha de SFP
- 82 vaches allaitantes et 126 UGB
- Productivité moyenne : 331 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 36 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont réparties dans les bassins de polyculture-élevage du quart Nord-Est, de Centre-Bourgogne et du Sud-Ouest. Les cultures de vente pèsent fortement sur les évolutions des résultats de ces exploitations. Avec les cours des cultures de 2021 et malgré des rendements et des qualités hétérogènes, le résultat courant renouerait avec leurs plus hauts niveaux de la décennie passée.

L'élevage fragilisé après trois années de sécheresse

À échantillon constant sur 2014-2020, la SAU moyenne augmente régulièrement, pour moitié en cultures et moitié en SFP. Un grand nombre de ces exploitations se sont en effet agrandies au gré des surfaces qui se libèrent. Pour la première fois, le nombre moyen de vaches a diminué en 2020 (5 vaches de moins). Le nombre d'UGB du troupeau est resté relativement stable en raison de sorties des animaux retardées. Outre cette désintensification sur les surfaces, paille et céréales de l'exploitation contribuent aussi à l'équilibre alimentaire des troupeaux fortement touchés par les sécheresses successives. La productivité en viande de ces ateliers n'a pas été affectée et affiche même une hausse de +4% par an ces deux dernières années.

Des produits soutenus par les cours favorables

Le produit total moyen par hectare estimé est en augmentation de +8% par rapport à 2020. Le produit viande a essentiellement été tiré à la hausse par les cours des femelles finies. Les cours des broutards, restés en retrait sauf pour les ventes d'automne, n'ont pas connu de baisse saisonnière en 2021.

Le produit des cultures a été en progression moyenne de +20% mais reste très variable selon les types de cultures et l'impact des conditions météorologiques sur les rendements. Ces hausses ont pu être limitées dans le cas de réfections liées aux problèmes de qualité.

Les aides 2021 sont estimées en baisse, comparées aux aides sécheresse perçues les années précédentes.

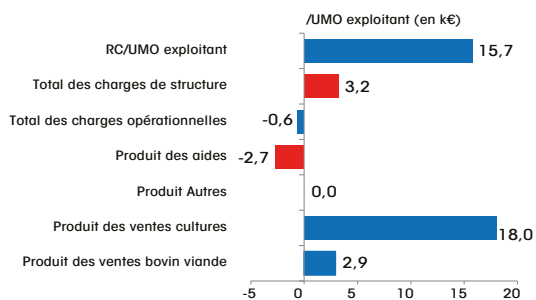
Une hausse des charges contenue sur une partie de l'année

Les prix des aliments sont en hausse, mais les quantités achetées et distribuées ont été moindres en l'absence de sécheresse. Ainsi, les charges opérationnelles sont estimées en léger retrait. La hausse des charges de structure est due pour deux tiers à celle de l'énergie (carburant).

Le résultat courant 2021 serait donc fortement revalorisé (+70%) mais la variabilité entre exploitations est aussi de nouveau très importante et fonction du poids de l'atelier cultures.

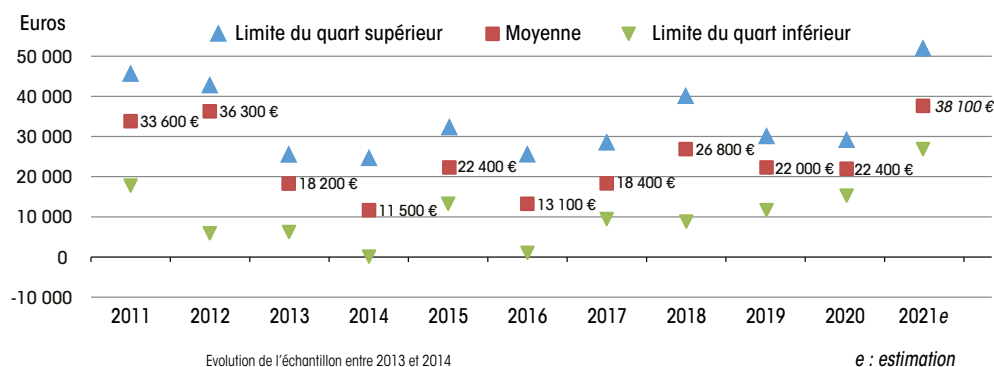
Dans ces exploitations, la forte hausse des engrais achetés depuis l'été 2021 impactera essentiellement la campagne 2022. Ces ateliers viande sont moins sensibles à l'augmentation des concentrés grâce au recours possible aux céréales prélevées. Ils devront toutefois combiner les fourrages de diverses qualités et adapter le rationnement en conséquence.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

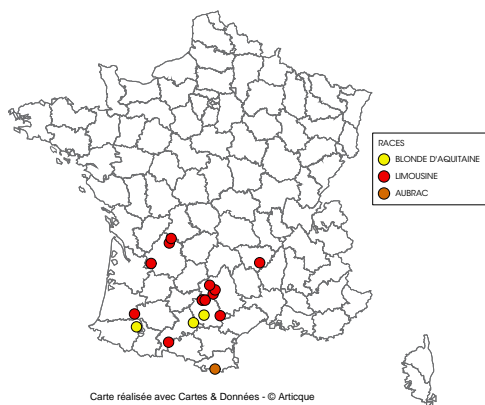
Un revenu pénalisé par la hausse des charges, face à la stagnation de la valorisation des veaux



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 110 ha de SAU dont 87 ha de SFP
- 79 vaches allaitantes et 97 UGB
- Productivité moyenne :
270 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)
327 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségalas)

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



Ce système de production regroupe des producteurs de veaux légers traditionnels ou « veaux fermiers élevés sous la mère » (viande blanche) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous IGP Veaux d'Aveyron et du Ségala ou vendus en circuits courts. Après une mauvaise année 2020, la baisse de revenu se poursuivrait en 2021, sous l'effet de la hausse des charges de concentrés et de structure.

La segmentation s'amplifie et limite le taux de labellisation

La diminution de l'offre de veaux légers sous la mère contribue à soutenir les prix à un bon niveau, mais le marché poursuit sa segmentation favorisant les veaux les plus qualitatifs, au détriment des moins bons, sanctionnés commercialement en étant en partie vendus hors du circuit « Label ». Les écarts de prix liés à la qualité se creusent. Côté veaux d'Aveyron et du Ségala, après deux années de baisse en 2019 et 2020, la demande en veaux labellisés est restée timide et a limité le taux de labellisation, entraînant une baisse du produit « veaux ».

Avec un peu moins de veaux labellisés et des aides couplées à la vache en baisse, le produit bovin viande ne se maintiendrait en 2021 que grâce à la revalorisation des vaches grasses.

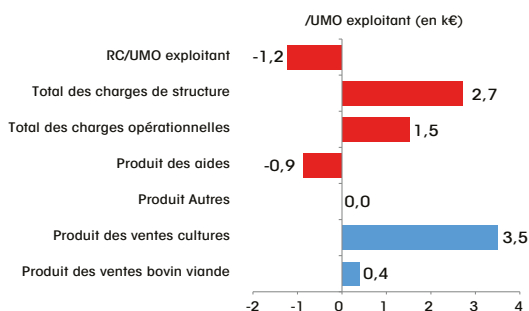
L'envolée des prix des intrants plombe les charges

Malgré une bonne année fourragère en 2021 et une tendance à l'extensification (progression de la SFP avec une SAU et des UGB constants) pour gagner en autonomie, les coûts alimentaires des exploitations de veaux sous la mère ont été impactés par la hausse des prix des aliments. Dans ces systèmes, les concentrés sont constitués de grains autoconsommés et d'une part non négligeable, environ 25% en production de veaux légers et jusqu'à 40% en veaux lourds, de correcteurs azotés achetés. Avec des augmentations de prix supérieures à 10% et des niveaux relativement élevés de consommation (850 kg/UGB en moyenne), la sanction sur la charge « concentrés » est sans appel. À cela s'ajoute la flambée des frais de mécanisation (énergie, matériel), d'autant plus impactante dans ces systèmes de petite à moyenne dimension.

Le revenu toujours au plus bas

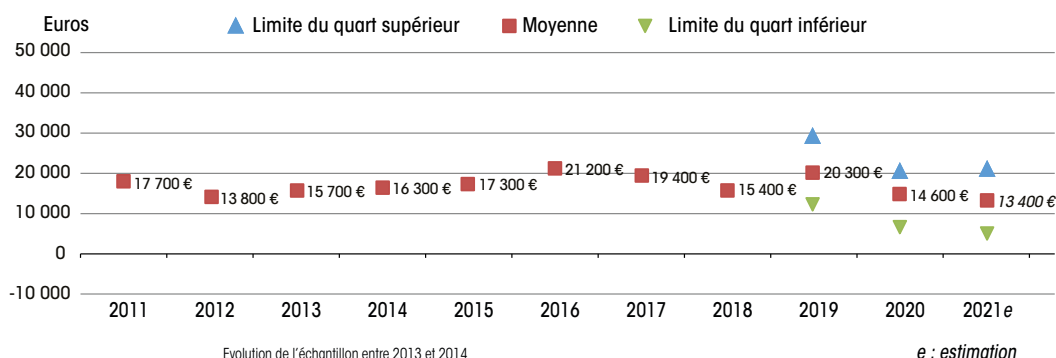
Avec une faible part de cultures de vente dans le système, l'embellie des prix et rendements 2021 n'a pas suffi à compenser la hausse des charges et soutenir le revenu. Et, malgré la bonne stabilité du marché des veaux sous la mère, l'estimation 2021 est un revenu en recul pour la 2^{ème} année consécutive et restant parmi les plus bas de tous les systèmes bovins viande avec 13 400 €/UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

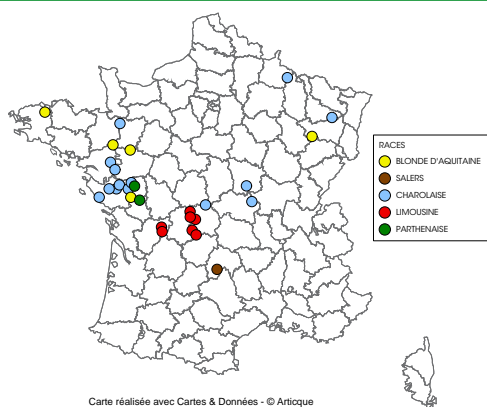
La hausse des produits viande et culture boostent le revenu



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totale dont 1,8 UMO exploitant
- 168 ha de SAU dont 139 ha de SFP
- 134 vaches allaitantes et 240 UGB
- Productivité moyenne : 417 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 29 EXPLOITATIONS



Le résultat courant des naisseurs engraisseurs de jeunes bovins intensifs progresserait de +19% en 2021 par rapport à 2020. Les cours des bovins finis augmentent permettant une importante hausse du produit issu des ventes d'animaux. La hausse des prix et des rendements en grandes cultures contribue également à l'accroissement des revenus de ces exploitations.

Hausse limitée des charges grâce au retour à une année fourragère normale

Après 3 années difficiles, les exploitations situées dans les bassins limousin et charolais ainsi que dans l'Est de la France ont retrouvé des conditions climatiques favorables en 2021, tandis que le bassin Ouest est resté épargné par la sécheresse. Ces bonnes conditions ont permis une pousse de l'herbe régulière durant l'été et se sont traduites par un retour à la normale de la complémentation en fourrages et/ou concentrés. Le prix de ces derniers étant en hausse de +10% en 2021, ces économies dans la distribution d'aliments ont limité les surcoûts. Cependant, la quantité de concentrés distribuée par UGB a tout de même augmenté en 5 ans de +28%. Les achats de concentrés supérieurs à l'intra-consommation rendent ces systèmes très dépendants du marché des grains.

Des produits cultures et viande en hausse

En 2021, le produit bovin viande progresserait de +5 300 €/UMO. En effet, les cours des jeunes bovins (hors Blond/Parthenais) ont augmenté, selon les régions, de +3,9 à +5,4% par rapport à 2020. De même, le prix des vaches de réforme s'est apprécié de +5,7% à +7,4% et le prix des génisses suit aussi une tendance haussière. Ces exploitations, dont les taux de finition des animaux (femelles et mâles) sont restés stables, ont ainsi pu pleinement profiter de la conjoncture porteuse pour la viande.

Une conjonction gagnante entre les prix et les rendements de céréales en 2021 explique la hausse du produit culture de +4 500 €/UMO.

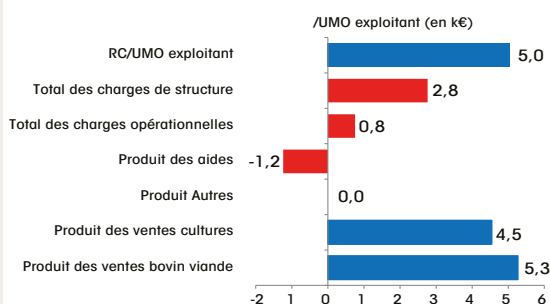
Seul bémol du côté des produits : la diminution des aides de 1 200 €/UMO, suite à la non reconduction des aides sécheresse versées en 2020 pour les bassins concernés.

Des charges opérationnelles et structurelles en augmentation

La hausse du prix des concentrés explique la hausse des charges opérationnelles estimées à +800 €/UMO en 2021, alors même que moins de concentrés ont été achetés en 2021 dans les bassins qui avaient été touchés par la sécheresse en 2020. Les charges de structure sont en hausse, également portées par l'envolée du cours des carburants (+24%).

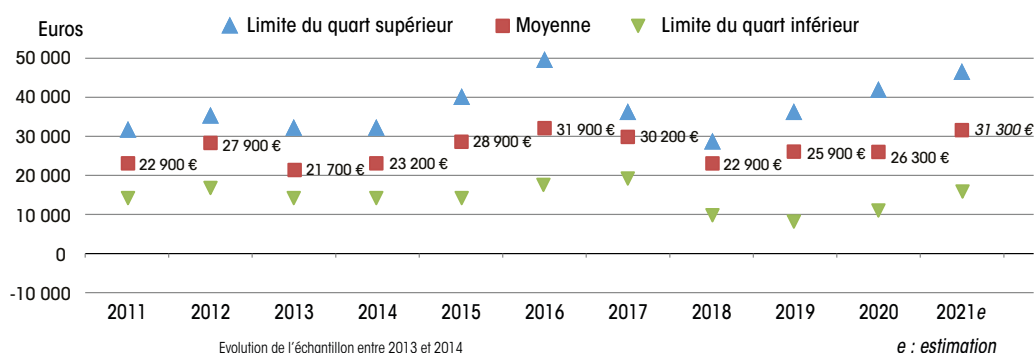
Toutefois, cette hausse des charges n'aurait pas fortement entamé les gains affichés sur les produits. Au final, le résultat courant de 2021 des naisseurs engraisseurs intensifs progresserait de 5 000 €/UMO à 31 300 €/UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET NAISEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS

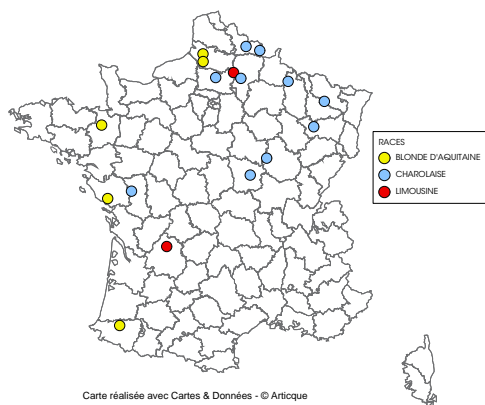
Un revenu au plus haut depuis 10 ans



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 189 ha de SAU dont 98 ha de SFP
- 77 vaches allaitantes et 159 UGB
- Productivité moyenne : 418 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



Avec 46 000 € de résultat courant/UMO estimé pour 2021, le revenu moyen des naisseurs engraisseurs de jeunes bovins avec cultures se situe au niveau des meilleures années de la décennie. L'alignement des planètes était au rendez-vous en 2021, tant du côté des prix de vente de l'ensemble des productions que des récoltes de fourrages et malgré les augmentations de charges.

Vers une autonomie renforcée en concentrés

À échantillon constant, ces exploitations de naisseurs-engraisseurs sont stables depuis 2017 en termes d'assolement (52% de la SAU est en SFP) et d'effectifs du troupeau allaitant, tant en nombre de vaches allaitantes, que d'UGB présents. La quantité totale de concentrés distribués augmente régulièrement depuis 5 ans (+11%). L'évolution de la part de céréales autoproduites dédiée à l'alimentation du troupeau permet cependant de contenir la part des concentrés achetés à 52% en moyenne.

Le produit des cultures en nette augmentation

En 2021, malgré des rendements et des qualités hétérogènes, l'envolée des prix des grandes cultures conduirait à une nette hausse du produit cultures (+15 800 € en moyenne soit +22% par rapport à 2020). Dans le même temps, la hausse des cours des gros bovins (+5% pour les génisses finies et jeunes bovins, +7% pour les vaches de réforme par rapport 2020 pour les bassins Centre Est et Nord Est) se traduirait par une augmentation du produit viande de 4 800 € (+5% par rapport à 2020).

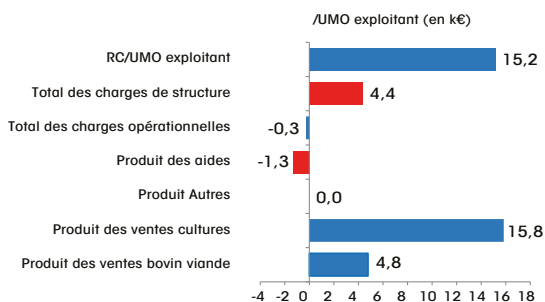
Des charges opérationnelles contenues et structurelles en augmentation

Les achats exceptionnels de fourrages ont été rares en 2021, contrairement aux années précédentes, mais la hausse des aliments (+6,3%) maintiendrait le niveau des charges opérationnelles au même niveau qu'en 2020. Les charges de structure augmenteraient de 4 400 €, principalement en raison de l'envolée du cours du carburant (+24%).

La diversification culture assoit le revenu 2021

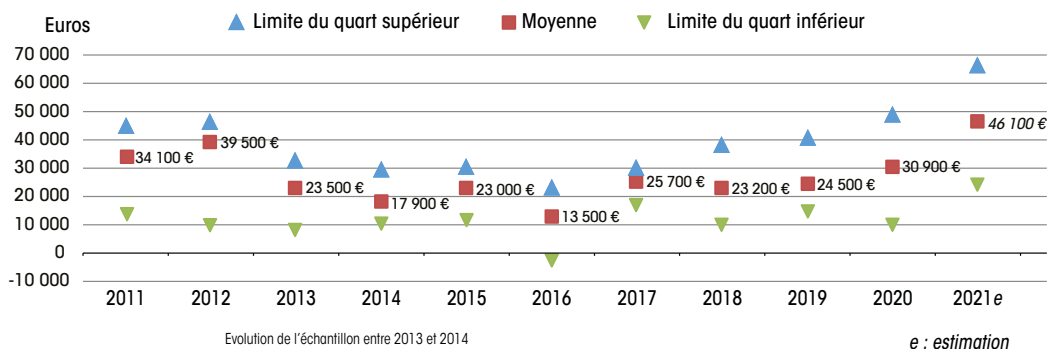
Cette conjoncture favorable au niveau des cours, tant en viande finie qu'en cultures de vente, conforte le revenu 2021, mais devra permettre d'assumer les hausses de charges à venir sur 2022. L'impact des cours des aliments se prolongera sur 2022 et les hausses de prix des engrais observées depuis mi-2021 seront imputées à la campagne à venir.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

L'offre maîtrisée a soutenu les prix... mais les coûts s'envolent

En France, la filière veau regroupe le veau de boucherie conventionnel, surtout produit en intégration, et les veaux allaitants élevés sous la mère au lait maternel (VSLM) lorsqu'ils sont abattus avant l'âge de 8 mois.

En 2021, la production française de viande de veau s'est maintenue en tonnage malgré l'érosion du nombre de têtes abattues (-0,9% /2020) grâce à la poursuite de la hausse du poids carcasse. Les mises en place ont été maîtrisées pour favoriser une remontée des cours après deux années difficiles. La cotation annuelle moyenne du veau rosé clair O élevé en atelier a augmenté de +49 cts à 5,76 €/kgéc. Parallèlement, les coûts de production se sont envolés.

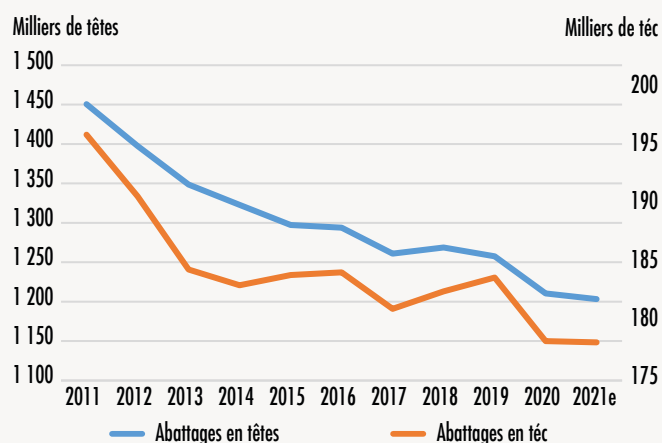
La plus faible demande des intégrateurs français et la chute de l'engraissement dans les fermes laitières ont entraîné une nouvelle hausse des envois de veaux nourrissons vers l'étranger avec un nouveau record d'exportation de 348 000 têtes.



LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2021

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX EN FRANCE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

178 000 téc

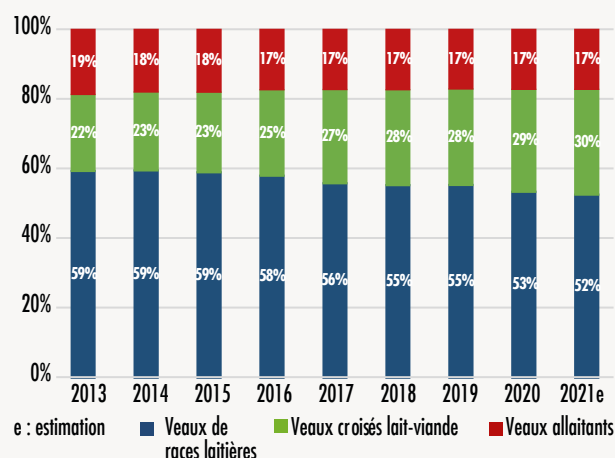
C'est la production de viande de veau en France en 2021, soit -0,2% /2020.

Après deux années difficiles, les mises en place de veaux de boucherie ont été prudentes en 2021. Les abattages ont légèrement reculé en têtes, à -0,9% /2020 mais la hausse des poids carcasse a permis de maintenir la production.

De janvier à avril, les abattages avaient légèrement reculé en têtes (-0,3% /2020), la RHD commerciale assise étant fermée et la RHD collective tournant au ralenti. Avec la réouverture des terrasses mi-mai et un dispositif de communication renforcé pour le Festival du Veau de la Pentecôte, les abattages de mai ont bondi de +5% comparé à mai 2020, alors confiné. En août, la météo pluvieuse et fraîche avait aussi permis une hausse de +5%. Durant le dernier quadrimestre, les abattages ont de nouveau reculé en têtes de -3% /2020 (-12 000 têtes) notamment du fait du décrochage des imports de veaux finis pour abattage : -30% /2020 (-9 000 têtes). Par ailleurs, les mises en place prudentes durant tout 2021 ont limité les disponibilités et incité à la hausse des cours, face à la montée en flèche des coûts de l'alimentation du bétail. Si la production de veau s'est stabilisée d'une année sur l'autre, elle n'a pas retrouvé son niveau d'avant pandémie (-5% en têtes /2019 et de -3% en téc /2019).

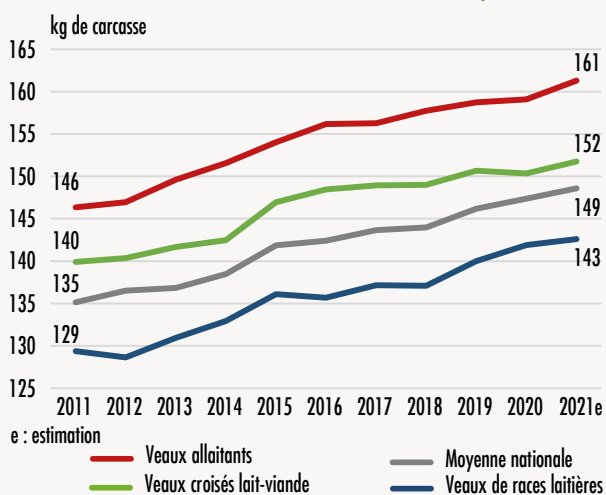
PRODUCTION FRANCE 2021

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



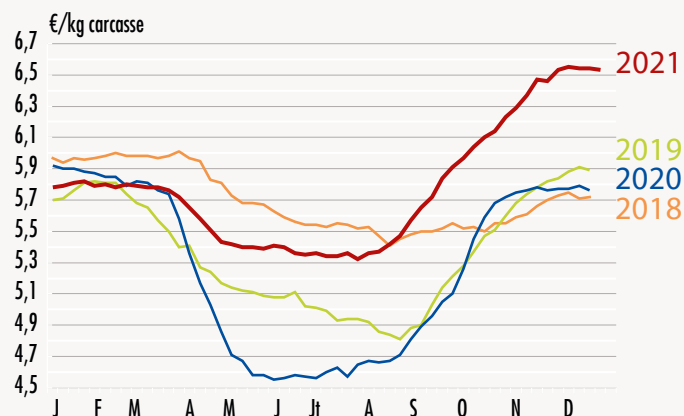
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

COTATION FRANÇAISE DU VEAU ROSÉ CLAIR O ÉLEVÉ EN ATELIER



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les abattages de veaux de races laitières diminuent structurellement depuis plusieurs années, tandis que ceux de veaux croisés lait-viande augmentent. Leur part a progressé pour atteindre 30% en 2021.

Les abattages de veaux de races laitières ont poursuivi leur érosion, à 631 000 têtes en 2021 soit -2% /2020. S'ils représentent toujours la majorité des veaux abattus en France, leur part s'est réduite, de 59% en 2013 à 52% en 2021, avec le développement de l'engraissement de veaux croisés lait-viande (364 000 têtes soit +2% /2020). Cette évolution est en partie subie par les intégrateurs, qui font face à une hausse de l'offre en animaux croisés chez les éleveurs laitiers depuis plusieurs années. Ces veaux croisés, de conformation R voire U, sont commercialisés en boucherie artisanale et dans les rayons traditionnels des supermarchés. Les ventes de viande de veau dans la boucherie sont restées stables en 2021, tandis que les ventes au détail dans les autres types de points de vente ont reculé selon le panel de consommateurs Kantar.

La part des abattages de veaux gras issus du troupeau allaitant (veaux de boucherie et veaux sous la mère de moins de 8 mois) demeure stable, à 17% des animaux abattus.

De mai à août, les poids carcasse et l'âge à l'abattage ont reculé, traduisant la bonne adéquation entre offre et demande grâce aux mises en place maîtrisées par les intégrateurs. La chute des imports de veaux gras légers à l'automne a provoqué au final un alourdissement des veaux abattus.

Avec la levée progressive des restrictions, les poids carcasse s'étaient allégés jusqu'en août. Ils se sont alourdis à l'automne avec le recul des imports de veaux finis, plus légers (-9 000 veaux gras importés, d'après nos estimations). Le poids moyen des veaux a ainsi atteint un niveau historiquement élevé en 2021 (149 kg de carcasse soit +1,5 kg /2020) après un alourdissement déjà significatif en 2020 (+2,5 kg) et en 2019 (+2 kg). Tous les types de veaux sont concernés par cette hausse : veaux laitiers (+1 kg /2020 à 143 kg) et veaux gras allaitants et croisés (+2 kg /2020) à respectivement 161 kg et 152 kg.

En 2021, l'âge moyen des animaux à l'abattage est finalement resté stable (187,5 jours). Les veaux laitiers ont en moyenne été abattus à 6 mois et 11 jours (-0,5 j /2020,) les veaux croisés à 5 mois et 28 jours (+1,2 j /2020) et les veaux allaitants à 5 mois et 27 jours (+1,2 j).

La cotation était restée stable en début d'année, avant d'entamer une baisse saisonnière modérée en avril. À la fin du printemps, les cours étaient restés à un niveau plutôt élevé, du fait de l'offre réduite. À l'automne, la remontée des cours a été spectaculaire.

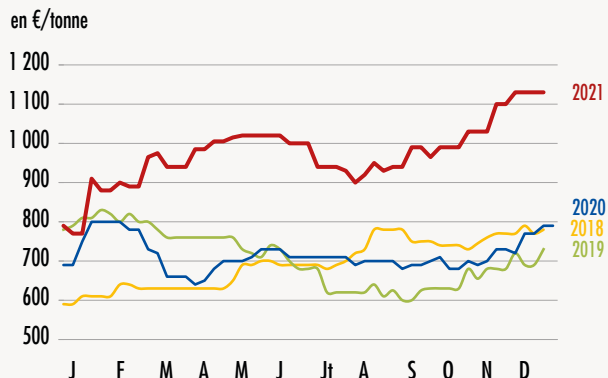
À 5,76 €/kg de carcasse, la cotation annuelle moyenne 2021 du veau rosé clair O élevé en atelier est en nette hausse de +9% /2020 (+49 cts) et +8% /2019. La bonne adéquation entre l'offre en veau gras et la demande a soutenu la cotation. Dès le mois de mai et la réouverture des terrasses, avec la hausse de la demande en RHD et grâce à une offre toujours limitée, le cours s'était stabilisé avec un point bas fin juillet, en semaine 30, à 5,32 €/kgéc (+67 cts /2020). Avec un mois d'août pluvieux puis la rentrée scolaire, la cotation avait entamé une forte hausse, pour atteindre un plateau à un niveau inégalé depuis plus de 17 ans, à 6,54€/kgéc début décembre, une hausse bienvenue dans un contexte de flambée des coûts de production.

Les prix des animaux de conformation supérieure, commercialisés en boucherie et en GMS ont suivi les mêmes évolutions, comme le veau d'atelier rosé clair R à 6,36 €/kgéc, en hausse de +8% /2020 (+45 cts) et de +8% /2019.

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

COÛTS DE PRODUCTION 2021

COTATION DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM DOUX



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA

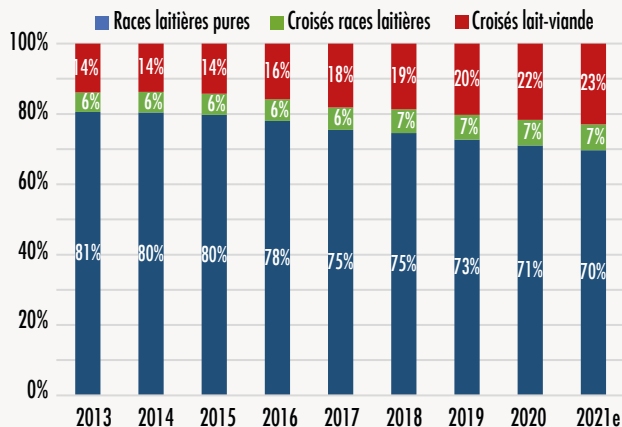
Le prix des aliments lactés et fibreux pour veaux se sont envolés en 2021, tirés par la forte demande chinoise en poudre de lactosérum et en céréales, en cette année de reprise post-covid. La hausse du gaz a été encore plus spectaculaire.

Le cours de la poudre de lactosérum doux, majoritaire dans l'aliment d'allaitement des veaux de boucherie laitiers, a bondi en 2021 à 970 €/t en moyenne (+36% /2020) sous l'effet de la reprise de la demande chinoise suite à la relance de la production porcine, post-fèvre porcine africaine. La poudre de lait maigre, davantage incorporée dans l'aliment des veaux croisés lait-viande et allaitants, s'est aussi appréciée en 2021 à 2 640 €/t en moyenne annuelle (+19% /2020). La part fibreuse de l'aliment va grandissante dans l'alimentation des veaux de boucherie laitiers, passant de 201 kg à 258 kg entre 2019 et 2020 dans les élevages suivis par Inosys. L'IPAMPA (Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole.) des autres aliments pour veaux (partie fibreuse) a aussi augmenté de +10%. Ces aliments sont le plus souvent fournis par l'intégrateur.

Le chauffage de l'eau pour l'aliment est à la charge de l'éleveur. L'IPAMPA gaz a augmenté de + 6% en 2021 et celui des carburants (fioul) de +24%.

VEAUX DE 3 SEMAINES 2021

TYPES RACIAUX DES VEAUX NÉS DE VACHES LAITIÈRES



e : estimation

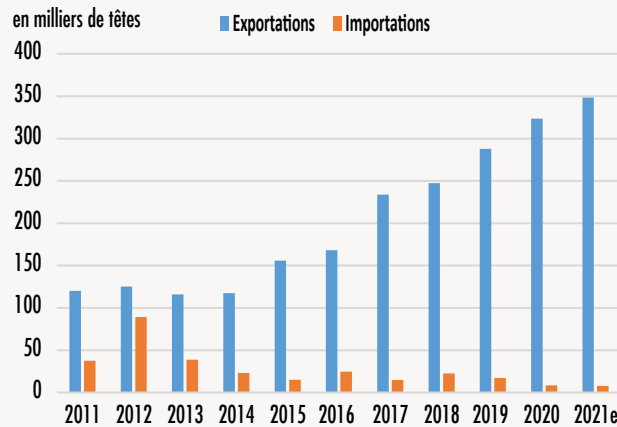
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI et estimations propres

Malgré la baisse des naissances laitières, les exports de jeunes veaux vers l'Espagne se sont encore développés, les débouchés français se réduisant. La cotation des veaux laitiers a peu augmenté en 2021.

En 2021, les naissances de veaux de mère laitière ont à nouveau reculé de -1% /2020 à 3,35 millions de têtes. Pour la 2^{ème} année consécutive, le pic saisonnier des naissances a été moins marqué à l'automne. Ce repli des mises bas concerne les veaux laitiers purs et croisés lait-lait, alors que les naissances de croisés lait-viande ont de nouveau progressé, représentant 23% des naissances issues de mère laitière en 2021 (20% en 2019).

La baisse des naissances n'a pas soutenu la cotation des veaux laitiers, la demande française en veau de boucherie et pour l'engraissement

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 80 KG



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE BDNI et estimations propres

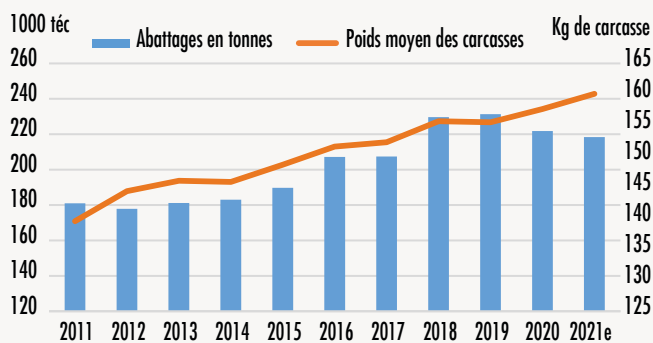
en jeunes bovins ayant reculé. Les productions de JB et bœufs laitiers ont poursuivi leur érosion structurelle (-33% d'abattage de JB laitiers en 10 ans). La cotation annuelle moyenne du veau mâle laitier de 45-50 kg s'est établie à 62 €/tête en 2021 (+1,5% /2020), bien en deçà de 2019 (-11%).

Face au rétrécissement des débouchés français, les exportations de petits veaux de mère laitière (à 90% vers l'Espagne) ont encore augmenté en 2021, à 348 000 têtes (+8% /2020 et x2 en 5 ans). La demande en JB est repartie à la hausse en UE et les coûts de production élevés en 2021 ont poussé les engraisseurs espagnols à acheter des veaux nourrissons plutôt que des broutards, réduisant la mobilisation initiale de trésorerie. Face à une forte demande, la cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois a progressé, à 98 €/tête en moyenne, en nette hausse de +20% /2020 et +18% /2019.

MARCHÉ AUX PAYS-BAS 2021

Après de nombreuses années de croissance, la production de veaux de boucherie aux Pays-Bas a diminué en 2021 pour la 2^{ème} année consécutive. Les intégrateurs ont réduit l'offre ce qui a contribué au redressement du prix du veau gras, après une année 2020 difficile.

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

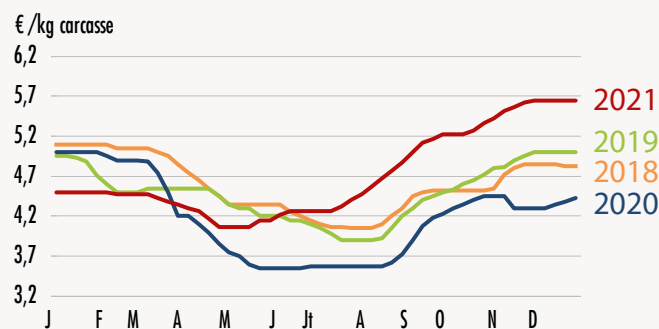
Orienté vers l'export et la RHD européenne, le marché du veau néerlandais a été très affecté par le Covid-19 en 2020. En 2021, le redémarrage des restaurants a conforté les exports néerlandais de viandes bovines réfrigérées et congelées, à 540 000 téc (+1% /2020) mais toujours en retrait /2019 (-7%). Pour la deuxième année consécutive, la production néerlandaise a diminué (218 000 téc, -2% /2020), les intégrateurs ayant limité l'offre pour soutenir les prix. L'offre restreinte au regard de la demande a permis un écoulement fluide des carcasses. Malgré cela, le poids moyen a encore progressé pour atteindre 160 kgéc (+2,5 kg /2020 et +4,5 kg /2019) soit 11 kg de plus qu'en France. Les intégrateurs ont réduit les importations de veaux nourrissons, de -6% /2020 selon nos estimations, à 705 000 têtes.

La cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais s'est moins repliée au printemps qu'habituellement et la reprise de la RHD

1 359 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2021.

COTATION DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO

européenne, à partir de mai-juin, a tiré les prix à la hausse dans un contexte de coûts de production élevés. À 4,71 €/kg, la cotation annuelle du veau gras néerlandais a bondi de +53 cts (+13% /2020 et +5% /2019).

Sous la pression de sanctions européennes, la filière néerlandaise du veau est concernée par l'objectif établi par le nouveau Gouvernement, de réduction de la production de l'ensemble des filières d'élevage néerlandaises de -30% d'ici à 2035. Un plan de 25 milliards de € devrait permettre de racheter les exploitations volontaires les plus proches des habitations ou en zone Natura 2000. Le secteur de l'élevage demande un délai pour s'adapter afin de maintenir autant que possible la production en réduisant les émissions d'ammoniac, de nitrates et de gaz à effet de serre (filtration d'air, modification des pratiques d'épandage, réduction du méthane entérique par la génétique...).

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2021

La production européenne de veaux de boucherie se serait contractée de -2% en 2021, principalement aux Pays-Bas, dont les abattages auraient reculé de -3% en têtes, à 1,36 millions de têtes, et de -2% en téc.

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1 000 têtes	2016	2017	2018	2019	2020	2021e	2021/20 (%)
Pays-Bas	1 367	1 362	1 474	1 487	1 406	1 359	-3%
France	1 294	1 261	1 269	1 258	1 210	1 200	-1%
Italie	586	601	608	606	592	590	=
Belgique	365	371	349	337	287	288	=
Allemagne	336	329	320	324	309	307	-1%
Autres pays	410	405	356	402	358	340	-5%
UE à 27	4 358	4 329	4 376	4 414	4 162	4 084	-2%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SPIE Normabev et Anagrafe nazionale zootecnica

D'après nos estimations, 4,08 millions de veaux de boucherie auraient été abattus en 2021 dans l'UE-27, en recul de -2% /2020 (-78 000 têtes) après la forte chute de -5% en 2020. La Belgique aurait stabilisé sa production abattue à 288 000 têtes sans retrouver son niveau pré-pandémique (-14% /2019). Les Pays-Bas reculeraient en têtes (-3%) mais moins en téc (-2%). La France et l'Italie maintiendraient leurs volumes.

En 2021, les cinq principaux pays producteurs ont concentré 91% des veaux abattus dans l'UE-27. Les Pays-Bas restent les premiers producteurs européens avec 33% des veaux abattus, devant la France (29%) et l'Italie (14%). L'Allemagne (8%) devance la Belgique (7%) depuis la pandémie en 2020.

Selon nos estimations, la Suisse aurait aussi réduit sa production abattue de -6% /2020 (-12 000 têtes) à 189 000 têtes, et de -5% en volume, à 24 000 téc. Le poids moyen des carcasses y a légèrement augmenté de +1 kg, à 128 kg, restant nettement en-dessous des poids français (-21 kg) et néerlandais (-33 kg).

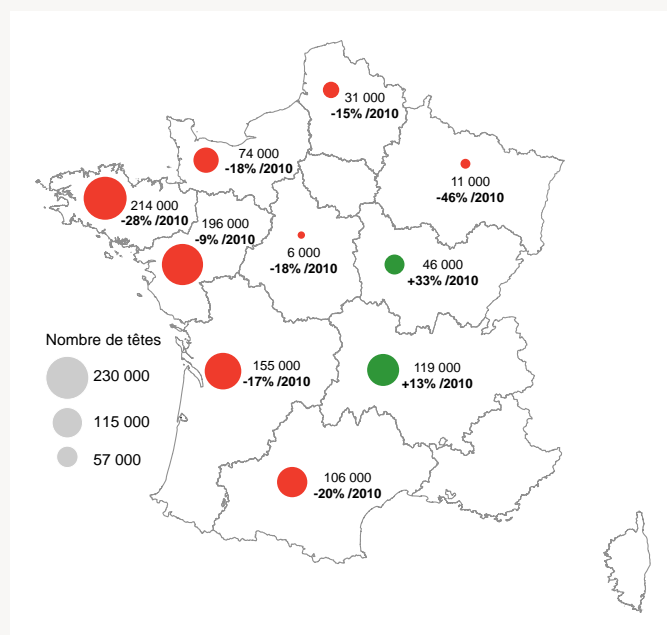
6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



LOCALISATION DES ÉLEVEURS ET DE LA PRODUCTION

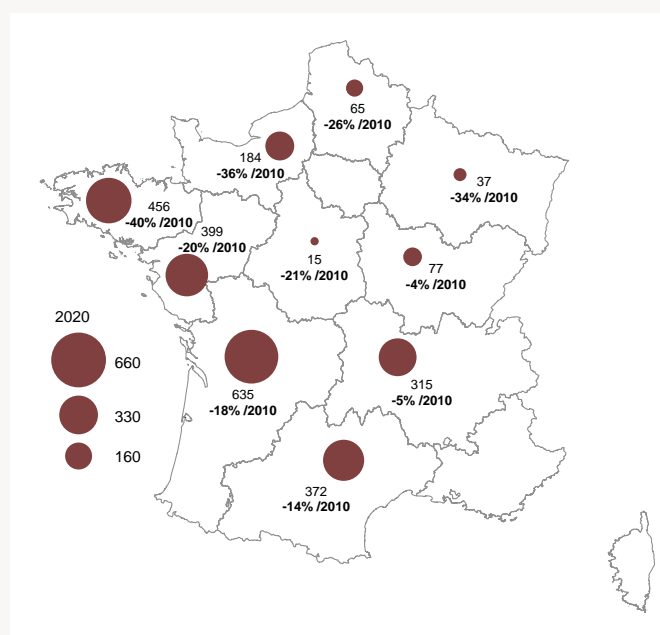
NOMBRE DE VEAUX SORTIS DES ÉLEVAGES* EN 2020

* Élevages produisant plus de 50 veaux par an



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-NORMABEV
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

NOMBRE D'ÉLEVAGES AYANT PRODUIT PLUS DE 50 VEAUX EN 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-BDNI
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

MÉTHODE ET PRÉSENTATION DU PROFIL D'EXPLOITATION

Le réseau national veau de boucherie, adossé au dispositif INOSYS, est issu de la refonte et de l'extension des dispositifs régionaux : réseau du GIE Elevages de Bretagne et observatoire des Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire. **Nous présentons ici les résultats économiques de l'année 2020 et leur estimation pour 2021.**

Le veau de boucherie : particularités de la production en intégration

Dans les élevages de veaux en intégration - la majorité de la production française - les charges opérationnelles des élevages (achat d'animaux, aliments, frais vétérinaires...) sont supportées par l'intégrateur qui reste propriétaire des veaux engraisés. L'entreprise intégratrice verse à l'éleveur une prestation de service qui rémunère son travail et les charges de logement (entretien et investissements dans les bâtiments, eau, électricité, énergie...).

Méthode pour estimer le résultat 2021

Nous estimons le résultat courant (définition page 26) à l'échelle de l'exploitation. Des indices de variation de prix et de volumes

sont appliqués aux charges et produits des fermes de l'échantillon constaté en 2020, à structure constante. Pour les charges, les évolutions suivent les Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles publiés par l'INSEE (IPAMPAs énergie, matériel...) et les données Agreste et Arvalis (produits des cultures). Pour d'autres aspects (prestation, aides...), nous nous appuyons sur l'expertise des conseillers du réseau INOSYS et des maillons élevage et intégration de la filière veau.

Présentation des exploitations

Les résultats sont issus de 14 exploitations spécialisées dans la production de veaux de boucherie dont 10 sont situées en Bretagne et 4 en Pays de la Loire. La SAU des exploitations atteignait 27 ha, soit +3 ha en 2018 comme en 2019 et varie de 0 à 50 ha. La main-d'œuvre est quasi exclusivement consacrée à l'atelier veau (96% en moyenne). Pour chauffer l'eau de l'aliment d'allaitement, 10 de ces ateliers utilisent le gaz, 2 le bois ou la biomasse et 2 le fioul.

Remarque : ces fermes présentent une productivité du travail élevée du fait de leur spécialisation.

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE ENGRASSEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE SPÉCIALISÉS

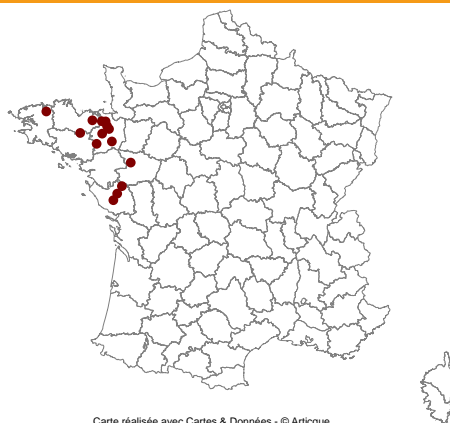
Hausse du revenu grâce aux cultures et à la prestation par veau



DONNÉES REPÈRES

- 1,2 UMO totale dont 1,15 UMO exploitant
- 27 ha de SAU dont 18 ha de grandes cultures et 10 ha de surfaces fourragères
- 423 places de veaux
- Durée moyenne d'engraissement : 176 jours (+4jrs /2019)

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Ces exploitations concentrent leur main-d'œuvre et leurs charges sur la production de veaux en cycle court. En 2021 selon nos estimations, les excellents résultats en cultures et l'amélioration de la prestation veau se traduiraient par une hausse de +4 700 € du résultat courant/UMO exploitant.

La prestation par veau, 75% du produit, sécurise le revenu

Les aides PAC (14% des produits) et les cultures (10%) complètent les produits. Les charges sont composées de 12% de charges opérationnelles et de 42% d'amortissements (dont 85% de bâtiment). Les 36% restants sont d'autres charges de structure : énergie-eau (14% des ch. de structure) cotisations sociales d'exploitant (8,5%) entretien des bâtiments et du matériel, lavage du bâtiment par tiers...

2020 : un résultat courant moyen de 22 500 €/UMO exploitant

La prestation veau a augmenté en 2020 (+1 400 €) grâce à de meilleurs résultats techniques dans notre échantillon. La chute du résultat courant moyen de -2 700 €/UMO exploitant s'expliquait en partie par la hausse des charges de structure (mécanisation). Les charges opérationnelles avaient également augmenté : l'année climatique avait été mauvaise, certaines cultures n'ayant pas levé et ayant dû être ressemées.

Baisse du résultat courant entre 2019 et 2020

La variabilité des résultats s'est accrue en 2020 du fait de la crise Covid-19. Face à la chute de la consommation de veau en RHD, certains intégrateurs avaient rallongé les durées d'engraissement et/ou de vide, sans que cela ne soit systématique. Le quart des exploitations présentait donc un résultat inférieur à 5 900 €/UMO exploitant et un quart un résultat supérieur à 41 000 €/UMO exploitant.

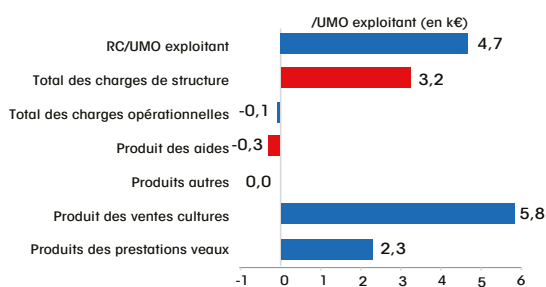
En 2021, le résultat courant estimé monte à 27 200 €/UMO exploitant

Le résultat courant estimé augmenterait de +4 700 € par rapport à 2020 (+21%). Les produits auraient bondi de +7 800 € : +5 800 € en cultures (excellente année en rendement et prix) et +2 300 € en prestation veau (+3,2% de prestation/veau sorti d'après nos enquêtes et -0,5% de rotation) et auraient permis d'absorber la hausse des charges de structure.

Ces dernières augmenteraient de +3 200 € du fait d'une hausse globale, notamment des amortissements (+2 000 € avec le coût de la construction) et de l'énergie. Le prix des carburants a augmenté de +24% en un an (+500 € pour ce poste) et celui du gaz de +5,8% (+ 250 €). Les charges opérationnelles resteraient stables.

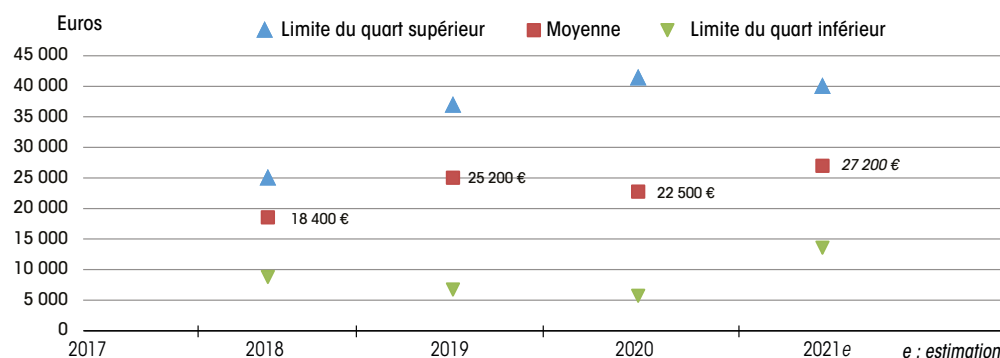
Les résultats se maintiennent depuis 3 ans. L'investissement en bâtiment est très conséquent et menace le renouvellement des exploitants de même que les investissements pour répondre aux attentes sociétales.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2020 ET 2021



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/ UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

LES PRÉVISIONS 2022

Baisse de production, maintien des exportations

La production française de viande bovine devrait poursuivre sa baisse en 2022 (-1,4% /2021), conséquence de la réduction des cheptels laitier et allaitant à l'œuvre depuis plusieurs années. Après deux années perturbées, 2022 pourrait signer un retour des importations à un niveau proche de l'avant pandémie, ce qui permettrait de limiter l'érosion de la consommation à -0,3%. Les exportations de viande pourraient se stabiliser après le redressement opéré en 2021. Les exportations de brouards baisseraient de -1% par manque de disponibilités.



FRANCE 2022

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2018	2019	2020	2021 e	2022 p	2021e/20	2022p/21e
Abattages	1 467	1 429	1 435	1 425	1 406	-0,7%	-1,4%
Dont :							
Femelles	833	818	827	822	812	-0,7%	-1,2%
Taurillons et taureaux	393	375	377	373	366	-0,9%	-2,0%
Bœufs	61	56	58	57	57	-1,1%	-1,0%
Veaux de boucherie	180	181	173	173	171	-0,2%	-1,0%
Imports viande	327	332	279	305	320	+9,6%	+4,8%
Exports viande	245	231	222	242	242	+9,2%	=
Consommation	1 550	1 530	1 492	1 488	1 484	-0,2%	-0,3%
Dont :							
Consommation de viande bovine française	1 223	1 198	1 213	1 183	1 164	-2,5%	-1,6%
Export brouards	1 151	1 165	1 139	1 150	1 138	+1,0%	-1,0%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP et prévisions propres
e : estimations
p : prévisions

Baisse de production mais quasi stabilité de la consommation

La production nette contrôlée de bovins finis totaliserait 1,406 million de tonnes équivalent carcasse en 2022 (-1,4% /2021). Les tonnages de femelles baisseraient de 10 000 téc, ceux de mâles non castrés de 7 000 téc, ceux de bœufs de 600 téc et ceux de veaux de boucherie de 1 700 téc. Les exportations de brouards se réduiraient de 1%.

La consommation pourrait être quasiment stable (-0,3% /2021) en misant sur une hausse des importations et une stabilité des volumes exportés. Toutefois, la consommation de viande française (VBF) ne pourra que se réduire compte tenu de la baisse des disponibilités.

Les importations devraient poursuivre leur rebond pour revenir à un niveau proche d'avant la pandémie. La restauration commerciale, principal secteur utilisateur de viande d'import, devrait en effet retrouver un fonctionnement normal après 2 années perturbées par de fortes restrictions. En outre, la baisse prévue de la production française de femelles, notamment laitières, laissera plus de place sur le marché français à de la viande de femelle importée.

Les exportations de viande pourraient rester stables malgré la baisse de production de jeunes bovins. En effet, le marché européen restera porteur : tous les États membres ont anticipé les sorties de JB sur les derniers mois de 2021 pour faire face à la pénurie, amputant leur production de 2022. La production est ainsi prévue en baisse significative en Allemagne et la reprise du tourisme en Europe du Sud pourrait dynamiser la demande dès le printemps.

FRANCE 2022

Moins de femelles

Les abattages de femelles baisseraient de -1% /2021.

Après une année très fournie, **les réformes allaitantes** seront moins nombreuses (-1,3%) en raison du recul du cheptel malgré la poursuite de la décapitalisation à un rythme intense (-2,8%). Leur poids moyen serait stable.

Les génisses de boucherie pourraient être un peu plus nombreuses (+0,4%) sous l'effet de la contractualisation, mais leur poids moyen pourrait poursuivre sa baisse.

Les réformes laitières reculeraient de -1,8%, dans l'hypothèse d'une réduction linéaire du cheptel laitier. Le poids moyen des vaches laitières resterait stable.

Moins de broutards à exporter

Après le rebond de 2021, les exportations de broutards baisseraient de -1% en 2022 (-12 000 têtes) du fait de la contraction des disponibilités.

Les naissances allaitantes ont fortement reculé en 2021, compte tenu de l'accélération de la décapitalisation du cheptel allaitant. Au 1^{er} décembre, les effectifs de mâles de mère allaitante de 0 à 6 mois étaient en baisse de -10% /2020, conduisant à un repli du disponible exportable de bovins maigres en 2022.

La demande italienne restera bien présente dans un contexte de manque de disponibilités sur le marché européen. Les importations espagnoles continueront de s'éroder, remplacées par une demande toujours croissante en veaux laitiers. Les importations algériennes devraient rebondir.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de taurillons baisserait de -2%.

Les sorties de jeunes bovins de type viande devraient légèrement diminuer du fait des effectifs réduits en ferme, principalement au 1^{er} semestre. Le déclin de l'engraissement de jeunes bovins de type lait se poursuivra. Les effectifs mis en place pour des sorties en 2022 sont toujours en baisse.

Les poids de carcasse, qui avaient reculé en 2021 du fait des anticipations d'abattage tant en type viande qu'en type lait, devraient repartir à la hausse.

La production de bœufs poursuivra sa baisse à un rythme réduit (-1% /2021). En effet, le recul des effectifs de mâles de 24 à 36 mois en BDNI au 1^{er} décembre 2020 était moindre que les années précédentes. Leur poids moyen resterait stable.

Moins de veaux de boucherie

Après une baisse un peu moins marquée en 2021, la production de veaux de boucherie devrait poursuivre sa baisse structurelle en 2022 (-1%).

Les intégrateurs sont fragilisés par deux années de crise et par une très forte hausse des coûts alimentaires en 2021. Si la production s'est presque maintenue en 2021 et que la demande est restée soutenue, les abattages devraient repartir à la baisse en 2022 renouant avec la tendance observée sur le long terme.

Les poids carcasse ont augmenté de manière significative ces dernières années, la hausse devrait être moins marquée en 2022 (+0,5% /2021), mais permettra de partiellement compenser la baisse des effectifs (prévue à -1,5%).

UNION EUROPÉENNE 2022

Production et consommation baisse.

D'après les prévisions de la Commission européenne, la production de l'UE-27 baisserait de -1% en 2022. Les importations de viande bovine augmenteraient de +11% par rapport à un niveau très bas en 2021. Elles resteraient bien en-dessous des niveaux atteints en 2018 et 2019. Les exportations se stabiliseraient autour de 600 000 téc. La consommation baisserait moins que la production (-0,4%).

Ces prévisions ne concernent que l'UE à 27, sans le Royaume-Uni, le *Brexit* étant effectif depuis la fin de la période de transition le 31 décembre 2020. Pour rappel, le Royaume-Uni comptait pour 11% de la production abattue dans l'UE à 28 et pour 16% de la consommation de viande bovine.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 27

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2021e/20	2022p/21e
Abattages	7087	6976	6919	6902	6837	-0,2%	-0,9%
Imports viande	371	386	307	322	358	+5,0%	+11,3%
Exports viande	595	577	592	604	600	+2,0%	-0,6%
Consommation	6863	6785	6634	6620	6595	-0,2%	-0,4%
nb habitants (M°)	446,1	446,8	447,3	447,0	447,6	-0,1%	+0,1%
conso/hab. (kgéc)	15,4	15,2	14,8	14,8	14,7	-0,1%	-0,5%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne (DG Agriculture and Rural Development - Short-term Outlook)

Ces prévisions ont été élaborées en janvier 2021 par le GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage après concertation avec le Ministère de l'agriculture, FranceAgriMer, La coopération Agricole et Interbev.

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2021
Perspectives 2022

N° 526 - Janvier 2022
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier Irlande. Toutes filières
N° 525 - Décembre 2021 (à paraître)

Dossier Espagne. Filière laitière
N° 524 - Novembre 2021 (à paraître)

**Dossier parangonnage de la valorisation
des veaux laitiers.**

N° 523 - Octobre 2021 (à paraître)

Dossier Italie : Filière laitière.
N° 522 - Septembre 2021

**Dossier marché mondial de la viande
bovine en 2020.** Perspectives 2021.
N° 521 - Juin 2021

**Dossier marchés mondiaux des produits
laitiers en 2020.** Perspectives 2021.
N° 520 - Mai 2021

Dossier annuel Ovins 2020.
Perspectives 2021. N° 519 - Avril 2021

Dossier annuel Caprins 2020.
Perspectives 2020. N° 518 - Mars 2021

Dossier annuel Bovins lait 2020.
Perspectives 2021. N° 517 - Février 2021

Dossier annuel Bovins viande 2020.
Perspectives 2021. N° 516 - Janvier 2021

Dossier Brésil viande.
N° 514-515 - Novembre-Décembre 2020 (à paraître)

Dossier Où va le lait ?
N° 513 - Octobre 2020

Dossier Italie : Viande bovine.
N° 512 - Septembre 2020



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©Charlotte Méchin - P3 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P4 ©Willmetts_Fotolia - P6 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P9 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P13 ©Didier Bastien_Institut de l'Élevage - P20 ©M. Leveque Gaec de la Ferme des Héas - P28 ©Aubrac Sylvie Toillon_INRA - P29 ©Jean Weber_INRA - P31 ©Laurent Davaine_Fotolia - P32 ©Marion Benoit/Institut de l'Élevage - P33 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P34 ©Élevage Amélie Azam et Pierre-Alexandre BEC - ©DR Institut de l'Élevage P2-3-4-5-7-30-39-40.

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE n°0022501001

Abonnement version papier : 160 € TTC par an : leila.assmann@idele.fr - Tél. : 01 81 72 16 06

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE